



Centre d'étude des crises et
conflits internationaux

Etat de la relation transatlantique

La politique étrangère américaine en perspective

Raphaël Delbrouck

Août 2020

Note d'analyse no. 69



Etat de la relation transatlantique

La politique étrangère américaine en perspective

Raphaël Delbrouck

© 2020 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction: Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux
Université catholique de Louvain
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique
www.cecrilouvain.be

A propos de l'auteur

Raphael Delbrouck est chercheur, diplômé d'un master à l'UCL en relations internationales, finalité spécialisée en diplomatie et résolution des conflits. Ses recherches portent sur les aspects sécuritaires, de défense et économiques des rapports entre grandes puissances géopolitiques.



TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION | 1 |
| 1. Enjeux économiques et commerciaux | 3 |
| 1.1. Aluminium, Acier, Automobiles | 3 |
| 1.2. OMC et multilatéralisme | 4 |
| 1.3. Espoir d'un accord de libre-échange | 6 |
| 2. Défense et sécurité | 8 |
| 2.1. OTAN et défense de l'UE | 8 |
| 2.2. Accords ADM, cybersécurité et énergie | 11 |
| 2.2.1. INF, New START, JCPOA, OPCW | 11 |
| 2.2.2. Cybersécurité | 13 |
| 2.2.3. Energies | 15 |
| 2.3. Politiques transatlantiques : alignement et divergences | 17 |
| 2.3.1. Appel à un partage de valeurs | 17 |
| 2.3.2. Chine | 18 |
| 2.3.3. Iran | 20 |
| 2.3.4. Israël et le processus de paix | 21 |
| 2.3.5. Syrie | 22 |
| 2.3.6. Lybie | 23 |
| CONCLUSION | 24 |
| BIBLIOGRAPHIE | 28 |

Du point de vue occidental, la relation transatlantique a toujours été au fondement de l'ordre économique mondial et garante de la stabilité internationale. La dernière Stratégie de sécurité nationale américaine de 2017 (NSS) rappelle que les Etats-Unis restent les principaux partenaires de l'Union européenne (UE) dans la promotion de la paix et la préservation des valeurs démocratiques libérales¹. Leurs relations témoignent d'une profonde interdépendance, même si surgissent épisodiquement des frictions consécutivement aux activités commerciales et aux négociations politiques. Leur partenariat économique s'évaluait en 2017 à 30% d'échanges de biens et à 40% d'échanges de services mondialement². Il s'agit de la plus grande relation économique, avec près de 1000 milliards de dollars en commerce bilatéral pour l'année 2018³, et plus de la moitié du PIB mondial. Elle couvre près de 15 millions d'emplois sur les territoires respectifs de ces deux puissances⁴. En matière de défense, leur coopération demeure cruciale dans la lutte contre le terrorisme, la prolifération des armes nucléaires, le crime transnational, la cybersécurité et l'insécurité énergétique. La sécurité des Etats-Unis dépend d'une Europe prospère et stable, mais celle-ci est confrontée à des phénomènes, tels que les migrations massives, les extrémismes et les divisions politiques. Si les gouvernements successifs et le Congrès américain ont toujours soutenu l'OTAN depuis les Accords de Bretton Woods, la dernière NSS ne fait pas exception⁵. Pourtant, l'administration Trump estime que parmi certains Etats de la communauté internationale, l'UE a tiré profit pendant trop longtemps de l'ouverture des administrations précédentes, au détriment des intérêts de la nation américaine. Un système plus libre, loyal et réciproque est préconisé⁶, ce qui explique l'adoption de politiques volontaristes envers les rivaux, en l'occurrence à l'égard des alliés et partenaires.

La présente analyse a pour ambition de mieux comprendre cet infléchissement de la relation transatlantique, depuis l'entrée en fonction du gouvernement américain en janvier 2017. Le texte se divise en deux parties développées sur un registre principalement empirique et descriptif. La première traite des relations économiques, commerciales et du multilatéralisme. Nous verrons qu'à travers le crédo de l'*America First*, l'Administration est intraitable sur le déséquilibre de la balance commerciale des Etats-Unis. Le déficit avec l'UE avoisinait les 101 milliards de dollars en 2017, contre 123 milliards de dollars en 2019⁷. Dès l'année 2018, des tensions se manifestent par l'application de droits de douane sur les

¹ *National security strategy*, Washington : United States Department of Defense, U.S. GPO, 2017, pp. 47-48

² EEAS, *The United States and the EU - Trade and the Economy* [en html],

https://eeas.europa.eu/delegations/united-states-america_en/27291/The%20United%20States%20and%20the%20EU (29/07/2020)

³ *Rapport sur l'état des relations entre l'Union européenne et les États-Unis (Séance plénière)*, Bruxelles : Parlement européen, EPRS | Service de recherche du Parlement européen, septembre 2018, p. 1

⁴ EEAS, *The United States and the EU - Trade and the Economy*, op. cit.

⁵ *National security strategy 2017*, op. cit., pp. 47-48

⁶ Ibidem.

⁷ *Transatlantic Relations: U.S. Interests and Key Issues*, Washington: Congressional Research Service Reports, Library of Congress, avril 2020, p. 26

importations d'acier et d'aluminium, de potentiels droits de douane dans le secteur automobile européen, le blocage de nouvelles nominations à l'Organe d'Appel de l'OMC.

La seconde partie aborde les questions de défense et de sécurité. Si les Etats-Unis prétendent s'acquitter de leurs obligations, *l'America First* suscite des questions sur le réel investissement de Washington dans l'Alliance. Pour l'Europe, ils se distancient de leur rôle protecteur endossé depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La politique étrangère américaine semble braquée sur d'autres priorités, comme en témoigne le discours du vice-président, Mike Pence, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en février 2019 : l'isolement de l'Iran, l'endiguement de la Chine et de la Russie, le retrait de l'armée américaine hors de zones hautement stratégiques. Elles sous-entendent l'obtempération quasi inconditionnelle des puissances européennes⁸. Les dissensions sur les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient sont concomitantes à la crainte d'un effacement d'une identité commune, malgré les rappels persistants d'un partage de mêmes valeurs lors des déclarations officielles.

La conclusion remanie les facteurs de tensions décrits dans les deux parties sous un angle théorique. L'essentiel de la factualité est brièvement remis en perspective autour de deux axes : les stratégies géoéconomiques⁹ théorisées par Mikael Wigell¹⁰ et le concept de grande stratégie¹¹ tel qu'interprété par Hal Brands¹². Passant vers un registre plus explicatif, nous serons dès lors à même de jauger le degré de consistance entre les objectifs de sécurité des Etats-Unis, et les moyens mis en œuvre par leur politique étrangère.

⁸ REUTERS, *Trump policies unite allies against him at European security forum* [en html], par Robin Emmott, John Irish, <https://www.reuters.com/article/us-germany-security/trump-policies-unite-allies-against-him-at-european-security-forum-idUSKCN1Q60L0> (29/07/2020) ; *Remarks by Vice President Pence at the 2019 Munich Security Conference | Munich, Germany*, Washington : The White House

⁹ Mikael, WIGELL, "Conceptualizing regional powers' geo-economic strategies: neo-imperialism, neo-mercantilism, hegemony, and liberal institutionalism", *Asia Europe Journal*, 14, 2016, pp. 135–151

¹⁰ Spécialiste des grandes puissances, en géostratégie, géoéconomie et des menaces hybrides, Mikael Wigell est directeur du programme de recherche sur la sécurité mondiale de l'Institut finlandais des affaires internationales.

¹¹ Hal, BRANDS, *Promise and Pitfalls of Grand Strategy*, Carlisle : U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, 2012, 64 p.

¹² Hal Brands est historien américain et professeur émérite de la chaire *Henry A. Kissinger* en affaires globales de la *Johns Hopkins School of Advanced International Studies* (SAIS).

1. Enjeux économiques et commerciaux

1.1. Aluminium, Acier, Automobiles

La politique commerciale des Etats-Unis n'a jamais reposé autant sur la notion de sécurité nationale. En vertu de la *Trade Expansion Act de 1962*¹³, les Etats-Unis avaient placé 70 ordres de justice dans le courant du premier semestre de l'année 2017 pour des cas présumés de violation de la législation douanière et commerciale. L'Europe comptabilisait 16% de ces ordres, principalement pour les produits d'aciéries, contre 44% pour les produits chinois¹⁴. Dans ses échanges avec les Etats-Unis, elle représentait 20% des importations américaines pour l'acier et un peu moins de 10% pour l'aluminium. Dès mars 2018, Washington annonça l'application massive de droits douaniers à hauteur de 25% sur cinq types d'acier et de 10% sur l'aluminium, couvrant globalement près de 46 milliards de dollars d'importations¹⁵. Suite à l'expiration d'exemptions dérogatoires, le 1^{er} juin 2018, les taxes allaient frapper 5,48 milliards de dollars - 6,4 milliards d'euros - de produits européens¹⁶. L'UE décida d'emboîter le pas avec des mesures de rétorsion sur 3,2 milliards de dollars, soit 2,8 milliards d'euros d'exportations américaines¹⁷ - bourbon, oranges, Harley-Davidson, jeans, beurre de cacahuètes -, avant d'évaluer la possibilité d'imposer des taxes sur d'autres produits vers le continent européen, à hauteur de 3,6 milliards d'euros endéans les trois années, ou, le cas échéant, à l'issue d'un règlement de litige sous la houlette de l'OMC¹⁸. Une autre source de tensions est le lancement, en mai 2018, d'une enquête par le Département du Commerce sous la réserve de l'article 232 de la *Trade Expansion Act*, pour déterminer les effets des importations d'automobiles européennes - voitures, SUV, vans, trucks légers et pièces détachées -, sur la sécurité nationale des Etats-Unis. Dans ce secteur également, l'Administration voit d'un mauvais œil les trop grandes disparités commerciales : les taxes européennes s'élevaient à 10%, contre 2,5% pour les taxes américaines¹⁹. Trump menaça d'ailleurs d'élever jusqu'à 25% les taxes sur chaque voiture européenne importée aux Etats-Unis²⁰.

¹³ Cette loi américaine consacre la défense du commerce national. Elle justifie les barrières à l'importation pour protéger les industries vitales. Son usage a pour vocation de légitimer, ainsi que de renforcer l'application de mesures anti-dumping et des droits compensatoires dans des cas de violation de la législation douanière et commerciale.

¹⁴ *Consequences of US trade policy on EU-US trade relations and the global trading system*, Brussels : Policy Department, Directorate-General for External Policies, PE 603.882, novembre 2018, p. 15

¹⁵ Ibid., p. 28

¹⁶ *EU adopts rebalancing measures in reaction to US steel and aluminium tariffs - Press release*, Brussels : European commission, juin 2018

¹⁷ Ibidem. ; *Consequences of US trade policy on EU-US trade relations and the global trading system*, op. cit., p. 29

¹⁸ *EU adopts rebalancing measures in reaction to US steel and aluminium tariffs*, op. cit.

¹⁹ *U.S.-EU Trade and Economic Issues*, Washington: Congressional Research Service Reports, Library of Congress, 2018, mise à jour août 2019, p. 1

²⁰ CNBC, *Trump: We are going to put a 25% tariff on every car from the European Union* [en html], par Mike Calia, <https://www.cnbc.com/2018/08/21/trump-us-to-put-a-25percent-tariff-on-every-car-from-european-union.html> (29/07/2020)

La question est de savoir si ce repli, ou recentrage, sur les intérêts nationaux est un choix réfléchi. Premièrement, ces mesures auraient bien sûr des conséquences désastreuses dans l'ensemble de l'UE. Les 30% d'exportations dans le secteur automobile européen vers les Etats-Unis²¹ atteignent les 50 milliards d'euros, contre 6,4 milliards d'euros dans le commerce d'acier et d'aluminium²². Elles causeraient une perte de 191,7 milliards de dollars, rien qu'en véhicules pour particuliers et camions légers²³. Il n'existe pas de surcapacité industrielle et de nombreuses entreprises ont investi des capitaux énormes aux Etats-Unis. Deuxièmement, des membres du Congrès américain et des représentants industriels réfutent l'idée que les importations de voitures sous-tendent une question de sécurité nationale²⁴. Il serait au contraire certain que de nouvelles taxes nuiraient à l'économie du pays. Une étude menée par la *Peterson Institute for International Economics* en juin 2017 présageait une perte de gain de 1,5% dans le secteur de l'industrie automobile. 195.000 Américains perdraient leur emploi sur une période d'une à trois années. Si en représailles, les acteurs ciblés - UE, Japon, Corée du Sud, Canada - lançaient des mesures équivalentes, la production baisserait de 4%, compromettant 600.000 emplois américains²⁵.

1.2. OMC et multilatéralisme

En 1948, les membres du GATT, devenu l'OMC, souhaitèrent établir des règles fiables pour garantir un commerce international équitable. Des droits de douane sur les importations et les exportations peuvent être appliqués unilatéralement par les Etats, sans exigences légales, jusqu'à un certain plafond convenu au préalable. Les taxes dépassant ce plafond sont alors encadrées par d'autres règles, règles qui tiennent en considération les raisons sous-jacentes pour appliquer les susdites taxes. L'actuel conflit transatlantique conduit à la question de savoir si les mesures douanières sur l'acier et l'aluminium doivent être considérées comme des taxes commerciales de sauvegarde, en vertu de l'article XIX du GATT, ou comme des taxes relevant de la sécurité nationale, tombant sous l'article XXI^{26,27}, autorisant les membres de l'OMC de prendre des actions à la protection des « (...)intérêts

²¹ CHALLENGES, *Auto: l'énorme déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de l'UE* [en html], par Alain-Gabriel Verdevoye, https://www.challenges.fr/automobile/actu-auto/auto-un-enorme-deficit-des-etats-unis-vis-a-vis-de-l-ue_645082 (29/07/2020)

²² *Consequences of US trade policy on EU-US trade relations and the global trading system*, op. cit., p. 39

²³ BUSINESS STANDARD, *Fed-up European Union eyes a tit-for-tat response to Trump's tariff tactics* [en html], par Jonathan Stearns, https://www.business-standard.com/article/international/fed-up-european-union-eyes-a-tit-for-tat-response-to-trump-s-tariff-tactics-119093000141_1.html (29/07/2020)

²⁴ *U.S.-EU Trade and Economic Issues*, op. cit., p. 1

²⁵ *Consequences of US trade policy on EU-US trade relations and the global trading system*, op. cit., pp. 30-31

²⁶ Bettina, RUDLOFF, "Yes, He Can: Trump Provokes a Trade War", *Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP Comment*, 2018/C 29, juillet 2018, pp. 1-2

²⁷ Les mesures réciproques prises dans le chef des Etats-Unis et de l'UE ne peuvent être considérées comme des taxes sous forme de sanctions (*penalty tariffs*) ou de représailles (*retaliatory tariffs*). L'emploi formel de ces termes est strictement réservé au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, pour en dernier recours appliquer une décision dans la résolution d'un litige. RUDLOFF, op. cit., p. 2

essentiels de leur sécurité »²⁸. Aujourd'hui, cette distinction devenue floue permettrait aux Etats de faire un emploi impropre de ces articles pour se décharger de leurs obligations.

Dans ce contexte, malgré le motif de la sécurité nationale brandit par Washington, l'UE considère que les taxes américaines vont à l'encontre des règles établies. De son point de vue, la réglementation en vigueur autoriserait uniquement l'adoption de mesures de sauvegarde légales pour préserver les industries nationales d'une augmentation imprévue des importations. De concert avec d'autres Etats, l'UE initia une procédure de règlement de litige. Elle réclama une consultation sur les mesures américaines en raison de la violation de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et d'autres obligations. En réponse, le 26 juin 2018, Robert Lighthizer, le représentant au commerce des Etats-Unis, déclara sans vergogne : « (...)the United States will take all necessary actions under both U.S. law and international rules to protect its national interests »²⁹. « *When the EU and others falsely assert the U.S. steel and aluminum duties are safeguard measures, and impose retaliatory duties under this pretense, they do great damage to the multilateral trading system.*³⁰ » « (...)the European Union has concocted a groundless legal theory to justify immediate tariffs on U.S. exports »³¹. Par conséquent, l'Administration avait continué de bloquer les nominations de juges à l'Organe d'Appel de l'OMC depuis 2017, sous le prétexte d'un activisme judiciaire illégitime, au risque de paralyser le système de règlement des différends³².

Le 25 juillet 2018, Jean-Claude Juncker, ancien président de la Commission européenne, et Cecilia Malmström, ancienne commissaire au commerce, entreprirent de se rendre à Washington pour trouver un accord sur les droits de douane, les obstacles non-tarifaires et la question des subventions dans le secteur non-automobile³³. Il s'agissait aussi de stimuler le commerce dans les secteurs médical, chimique, agricole et surtout des énergies. Juncker s'était effectivement engagé à ce que l'UE achète plus de GNL américain contre la promesse de ne pas imposer le commerce des voitures. A plus large échelle, il avait été convenu de coopérer dans l'élaboration de normes communes et dans la lutte contre les pratiques déloyales. Le sujet sur la réforme de l'OMC avait également été soulevé³⁴. Malgré cela, certaines zones d'ombres demeuraient, car la question était de savoir si les négociations allaient déboucher sur une nouvelle phase dans la relation transatlantique, d'une relance du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), sous la forme d'un libre-accord limité, ou tout simplement d'un compromis.

²⁸ OMC, *Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT de 1947)* [en html], https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/gatt_ai_e/art21_e.pdf (29/07/2020)

²⁹ *Statement by Ambassador Robert E. Lighthizer on Retaliatory Duties*, Washington : USTR , juin 2018 ; *Consequences of US trade policy on EU-US trade relations and the global trading system*, op. cit., pp. 29-30

³⁰ Ibidem.

³¹ Ibidem.

³² A savoir que sous la présidence de Barack Obama, l'Administration avait bloqué en 2011, 2014 et 2016, la nomination de trois juges désignés par le Secrétariat général de l'OMC.

³³ *Rapport sur l'état des relations entre l'Union européenne et les États-Unis*, op. cit., p. 1

³⁴ *U.S.-EU Trade and Economic Issues*, op. cit., p. 2

Si l'administration Trump avait signalé l'intention de consulter le Congrès sur la faisabilité d'un accord, il était peu probable de trouver un arrangement durant cette période, juste avant les élections américaines de mi-mandat de novembre 2018³⁵. Les taxes envisagées sur les voitures européennes pouvaient très bien devenir réalité d'ici-là. Sur le plus long terme, il n'était pas improbable déjà à l'époque que Washington s'en prenne aux subsides illégaux octroyés à Airbus - ce qui se produira par la suite (cf. *infra*) -, au refus des Européens d'importer des variétés de produits génétiquement modifiés, ainsi qu'aux quotas de bœuf sans hormones³⁶. Surtout, Trump n'avait pas évoqué l'annulation des taxes sur l'acier et l'aluminium. Aucune disposition concrète avait été convenue sur leur éventuelle réduction. Au final, la hausse des importations de GNL en Europe peut être considérée comme une victoire franche de la diplomatie agressive américaine. L'Administration rajouta une couche en fustigeant l'Allemagne au sommet de l'OTAN de juillet 2018 pour sa dépendance à l'égard du gaz russe³⁷. Si certains experts parlent d'une trêve suite à la visite des dirigeants européens, rien n'indiquait un retour à la situation encore modérée de janvier 2017. En même temps, les enjeux économiques et sécuritaires au niveau géopolitique, en particulier avec la Chine, n'avaient pas contribué à apaiser les dissensions.

1.3. Espoir d'un accord de libre-échange

Le 15 avril 2019, le Conseil européen avait approuvé la réouverture de pourparlers sur un nouvel accord de libre-échange. Une analyse de la Commission européenne certifie que la suppression des taxes augmenterait les exportations sur le sol américain jusqu'à 7%, et davantage pour les produits américains expédiés sur le territoire de l'UE³⁸. Deux conditions restrictives déterminaient les mandats de négociation de la Commission : l'application des taxes dans le secteur automobile et l'annulation des droits sur l'acier et l'aluminium. En aucun cas les négociations allaient porter sur les produits agricoles³⁹.

En réalité, la décision d'entamer de nouvelles négociations doit être interprétée dans le cadre de la reprise des mesures de rétorsion, malgré le répit en été 2018. De fait, le Bureau du représentant américain au commerce avait annoncé le 12 avril 2019 le projet d'imposer une nouvelle série de droits de douanes sur près de 20 milliards de dollars de produits

³⁵ *Consequences of US trade policy on EU-US trade relations and the global trading system*, op. cit., p. 25

³⁶ Ibidem.

³⁷ David, WEMER, *Was the Trump-Juncker Meeting Really a Success?* : Atlantic Council, juillet 2018 [en html] <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/was-the-trump-juncker-meeting-really-a-success-30/07/2020>

³⁸ *Liberalization of tariffs on industrial goods between the United States of America and the European Union: An economic analysis*, Bruxelles : European Commission – DG Trade, février 2019, http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2019/february/tradoc_157704.pdf, in BBC, *EU approves new trade talks with US* [en html], par Andrew Walker, <https://www.bbc.com/news/business-47935831> (29/07/2020)

³⁹ Elvire, FABRY, *A New Transatlantic Trade Agreement with the United States?* : Institut Montaigne [en html], <https://www.institutmontaigne.org/en/blog/new-transatlantic-trade-agreement-united-states> (29/07/2020)

européens, en réponse aux subsides d'Airbus⁴⁰. A cela, venait s'ajouter en juillet 2019 des taxes sur des importations européennes à hauteur de 4 milliards de dollars⁴¹. En retour, l'UE avait déposé une plainte devant l'OMC pour les subsides américains octroyés à Boeing : les dégâts causés à Airbus s'évaluaient à 12 milliards de dollars⁴². La Commission européenne avait d'ailleurs publié une liste de produits américains soumis à de nouvelles taxes pour un montant de 20 milliards de dollars⁴³. En parallèle, les Etats-Unis avaient annoncé le début d'une enquête en vertu de l'article 301 de la *Trade Act de 1974*⁴⁴, pour évaluer si les taxes françaises sur les GAFAM⁴⁵ pouvaient être jugées illégales⁴⁶. Suite au feu vert de l'OMC, les Etats-Unis avait confirmé l'imposition effective, dès octobre 2019, des nouvelles taxes de 25% sur 8 milliards de dollars de produits européens et de 10% directement sur les importations des avions Airbus⁴⁷. En revanche, Washington avait été reconnu coupable par l'OMC pour les subventions concédées à Boeing, mais l'institution n'avait pas encore défini les montants imposables par l'UE sur les produits américains⁴⁸. Aussi bien la Commission et Washington justifiaient leurs actions en faisant valoir un ancien conflit Airbus-Boeing datant de 14 ans sur les exemptions fiscales des Etats-Unis, pour lequel une solution fut trouvée en 2006⁴⁹.

Début novembre 2019, Bruxelles introduisit une nouvelle procédure de litige devant l'OMC lié à la hausse des droits de douane sur l'acier appliquée en 2018 (cf. *supra*). En raison de la complexité du dossier, l'institution devrait rendre un avis qu'à partir de l'automne 2020⁵⁰. Le

⁴⁰ FABRY, op.cit. ; La totalité des taxes concernaient les fromages, les vins, la viande, les olives, des whiskeys et de conduites et tubes en fonte. BBC, *EU approves new trade talks with US*, op. cit.

⁴¹ REUTERS, *Timeline: Highlights of the 15-year Airbus, Boeing trade war* [en html], par Jonas Ekblom, <https://www.reuters.com/article/us-wto-aircraft-timeline/timeline-highlights-of-the-15-year-airbus-boeing-trade-war-idUSKBN1WH198> (29/07/2020)

⁴² DEUTSCHE WELLE, *Airbus-Boeing WTO dispute: What you need to know* [en html], par Ashutosh Pandey, <https://www.dw.com/en/airbus-boeing-wto-dispute-what-you-need-to-know/a-49442616> (29/07/2020)

⁴³ FABRY, op. cit. ; Cette liste inclut tout une série de produits alimentaires, comme le ketchup, les cerises, les noix, des pédales de bicyclettes, des consoles video, hélicoptères...etc. CNBC, *The US and EU are fighting over trade when they should be finding common cause* [en html], par Frederick Kempe, Président-Directeur général d'Atlantic Council, <https://www.cnbc.com/2019/07/12/us-and-eu-fight-over-trade-when-they-should-focus-on-counteracting-china.html> (29/07/2020)

⁴⁴ Article 301 de la Loi de 1974 sur le commerce ; La même démarche avait abouti à la décision de sanctionner la Chine pour ses politiques de droits de propriété intellectuelle.

⁴⁵ Les GAFAM (anciennement GAFA) désignent les cinq plus grandes entreprises américaines dans le secteur numérique : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, dernière incluse.

⁴⁶ CNBC, *The US and EU are fighting over trade when they should be finding common cause*, op. cit.

⁴⁷ Les taxes allaient toucher en premier lieu les importations en provenance des pays responsables des subventions octroyées à Airbus. Citons la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni. La France en subirait de plein fouet les conséquences, puisque le fromage et le vin sont des produits soumis à une taxe de 25%. FRANCEINFO, *Conséquences, réactions de l'UE... On vous explique les sanctions douanières américaines envers l'Union européenne* [en html], par Noémie Leclercq, https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/consequences-reactions-de-l-ue-on-vous-explique-les-sanctions-douanieres-americaines-envers-l-union-europeenne_3642965.html

⁴⁸ Ibidem.

⁴⁹ BUSINESS STANDARD, *Fed-up European Union eyes a tit-for-tat response to Trump's tariff tactics*, op. cit.

⁵⁰ EURONEWS, *Nouvelle manche commerciale entre l'UE et les USA* [en html], par Stefan Grobe, <https://fr.euronews.com/2019/11/04/nouvelle-manche-commerciale-entre-l-ue-et-les-usa> (29/07/2020)

3 décembre 2019, lors du sommet de l'OTAN à Londres, le ton était monté d'un cran entre le président Trump et le président Macron dans le dossier de la taxe GAFAM. En conséquence, Trump menaçait d'imposer de nouvelles importations françaises⁵¹. Au forum économique de Davos, en janvier 2020, le bras de fer fut postposé. Néanmoins, sur fond d'une première phase d'un accord commercial conclu avec Pékin, le président américain avait réitéré avec virulence ses menaces de taxer le secteur automobile européen à un taux additionnel de 25%⁵². L'UE, plus que jamais dans la ligne de mire de Washington, s'attend à ce que l'accord avec Pékin défavorise les entreprises européennes sur les marchés chinois⁵³. Fin janvier 2020, Sonny Perdue, secrétaire d'Etat américain à l'agriculture, convia les Européens sans ambages et sans concessions acceptables à revenir sur leur décision d'interdire l'importation de bœuf aux hormones et de poulet au chlore⁵⁴ : « (...)if they wish to break the impasse on agriculture, we are prepared to look under the heading of regulatory cooperation, the non-tariff barriers »⁵⁵.

2. Défense et sécurité

2.1. OTAN et défense de l'UE

Le gouvernement américain presse les membres de l'OTAN d'augmenter leurs dépenses en matière de défense à hauteur de 2% du PIB national d'ici 2024. 20 % de ces dépenses devront être consacrées aux capacités militaires. Si Obama sollicita déjà les alliés de contribuer davantage, les échanges diplomatiques depuis 2017 sont bien plus conflictuels. Divers chefs d'Etats membres de l'UE contestent l'obstination de Washington, soutenant que les ressources européennes en matière de sécurité couvrent d'autres secteurs essentiels, comme l'aide humanitaire et la coopération internationale⁵⁶. Dès leur prise de fonction, Rex Tillerson, l'ancien secrétaire d'Etat, et James Mattis, l'ancien secrétaire à la défense, avaient confirmé l'investissement des Etats-Unis auprès de l'OTAN. Les

⁵¹ TOUTE L'EUROPE, *Taxe Gafa : Le ton monte entre l'UE et les Etats-Unis* [en html], par Léo Licteuvt, <https://www.touteurope.eu/actualite/revue-de-presse-taxe-gafa-le-ton-monte-entre-l-ue-et-les-etats-unis.html> (29/07/2020)

⁵² SUDINFO, *Une taxe de 25% plus cher: la menace de Donald Trump sur les voitures européennes* [en html], <https://www.sudinfo.be/id163113/article/2020-01-22/une-taxe-de-25-plus-cher-la-menace-de-donald-trump-sur-les-voitures-europeennes> (29/07/2020)

⁵³ CAPITAL, *L'Europe saisira l'OMC si l'accord Chine - Etats-Unis est contraire à ses intérêts* [en html], <https://www.capital.fr/entreprises-marches/leurope-saisira-lomc-si-laccord-chine-etats-unis-est-contraire-a-ses-interets-1359976> (29/07/2020)

⁵⁴ RTBF, *Les USA veulent la fin de l'interdiction du "poulet au chlore" dans l'UE* [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_les-usa-veulent-la-fin-de-l-interdiction-du-poulet-au-chlore-dans-l-ue?id=10417969 (29/07/2020)

⁵⁵ COURTHOUSE NEWS SERVICE, *US Wants End to EU 'Chlorine Chicken' Ban* [en html], par Alex Pigman, <https://www.courthousenews.com/us-wants-end-to-eu-chlorine-chicken-ban/> (29/07/2020)

⁵⁶ *Rapport sur l'état des relations entre l'Union européenne et les États-Unis*, op. cit., p. 2

déclarations de Mike Pence, le Congrès et l'opinion publique allaient dans le même sens⁵⁷. Cependant, au sommet de mai 2017, le président Trump avait passé sous silence l'engagement envers l'Article V du traité⁵⁸. Il rappela que cette organisation ne sera réellement efficace pour préserver la paix et la sécurité internationale, si tous les membres assument leurs devoirs⁵⁹. Lors du sommet de juillet 2018, il menaça de réévaluer les engagements militaires sur le sol européen. Suite au tollé causé, des hauts dirigeants militaires s'étaient hâtés de réassurer les alliés que les bases américaines resteraient opérationnelles, sans subir de réduction de troupes⁶⁰.

Dans les faits, ce serait une erreur de méconnaître l'investissement des Etats-Unis dans la défense de l'Alliance. Si depuis 2017 le président Trump a évoqué à plusieurs reprises l'idée d'un retrait de l'OTAN, les Etats-Unis ont augmenté leurs investissements dans la défense et les capacités de dissuasion en Europe. Le budget de 2018 avait augmenté de 40% la part du financement de la *European Deterrence Initiative*⁶¹. Le budget pour 2019 prévoyait une nette augmentation du financement de la défense transatlantique : le projet de budget prévoyait une hausse de 91% des dépenses par rapport à 2017 pour la *U.S. European Defense Initiative*, passant de 3,4 milliards de dollars à 6,5 milliards de dollars. Pour la défense en général, il était question d'une augmentation de 74 milliards de dollars. Des observateurs concluent que ce n'est pas tellement l'administration Trump, mais plutôt le Kremlin qui serait déterminant pour l'avenir de l'OTAN et de la défense européenne⁶². En 2017, les relations américano-russes, déjà détériorées sous Obama, avaient atteint une limite. Les campagnes de désinformation et l'ingérence de la Russie dans les processus politiques des pays occidentaux expliquent entre autres pourquoi elle continue d'être un adversaire stratégique. La sécurité européenne reste primordiale pour contrer une potentielle menace russe. Des spécialistes soulignent l'absence de stratégie pour régler l'impasse avec Moscou. En attendant, Washington n'a pas d'autres choix que de renforcer la posture de défense de l'OTAN.

⁵⁷ Peter, VAN HAM, *Trump's Impact on European Security Policy Options in a Post-Western World*, Clingendael Report, janvier 2018, p. 12

⁵⁸ En vertu de l'article 5, les parties conviennent qu'en cas d'attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles, chacune d'elles, individuellement ou collectivement, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées, avec ou sans emploi de la force, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord. OTAN, *Le Traité de l'Atlantique Nord* [en html], https://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_17120.htm (30/07/2020)

⁵⁹ LE MONDE, *Au sommet de l'OTAN, le réquisitoire déplacé, brutal et maladroit de Donald Trump* [en html], https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/05/26/donald-trump-a-l-otan-brutal-et-maladroit_5134231_3232.html

⁶⁰ NBC NEWS, *Pentagon goes into 'damage control' mode to reassure NATO allies* [en html], par Carol E. Lee, Courtney Kube, Geoff Bennett, <https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/pentagon-goes-damage-control-mode-reassure-nato-allies-n891096> (30/07/2020)

⁶¹ *Transatlantic Relations in 2018*, Washington : Congressional Research Service Reports, Library of Congress, 2018, p. 2

⁶² Anthony, CORDESMAN, "The U.S., NATO, and the Defense of Europe: Underlying Trends", Working Draft, *Center for Strategic & International Studies*, juin, 2018, p. 4, p. 13

Début 2017, une troisième brigade de combat a été expédiée en Europe pour se déployer à l'Est du continent⁶³. Dans le courant de la même année, du matériel lourd de pré-positionnement destiné à une quatrième unité équivalente a été stocké dans les dépôts de Zutendaal en Campine belge, et aux Pays-Bas, avant d'être acheminé en Pologne d'ici 2021⁶⁴. Dès janvier 2017, pour la première fois depuis la Seconde Guerre Mondiale, un contingent de 300 soldats de l'armée américaine a été déployé en permanence à Værnes en Norvège⁶⁵. En novembre 2018, 50.000 soldats allaient effectuer des manœuvres aux environs de la commune norvégienne de Dalholen dans le cadre de *Trident Juncture 18*, piloté par l'OTAN. En marge de cet exercice de grande envergure, les Etats-Unis et le Royaume-Uni avaient augmenté leurs contingents dans d'autres pays scandinaves, tels qu'en Islande, pour acclimater les troupes au grand froid. A terme, 700 soldats de l'US marines déployés sur le territoire norvégien se succéderont par rotation⁶⁶. Le nombre de forces spéciales réparties dans les pays de la périphérie russe avait ainsi quadruplé rien qu'en 2017.

Pas toutes les initiatives se couronnent de succès. En septembre 2018, le gouvernement polonais avait proposé à Washington de verser 2 milliards de dollars pour l'implantation d'une nouvelle base américaine⁶⁷. L'année suivante, Trump avait accepté l'envoi de 1.000 soldats supplémentaires pour renforcer les défenses à l'Est de la Pologne. Des 34.500 soldats américains déployés sur le sol allemand, l'Administration envisageait début juin 2020 un retrait de 9.500 effectifs, pour réaffecter un certain nombre en Pologne⁶⁸. Or, le projet « *Fort Trump* » semble est mis à l'arrêt. Les dirigeants américains et polonais ne s'entendent pas sur l'endroit de stationnement des troupes, ni sur leur statut juridique, ni sur l'immunité renforcée souhaitée par Washington. Pour finir, la contribution de 2 milliards de dollars avait été estimée insuffisante, dans un contexte de pandémie COVID-19 qui plombe les perspectives économiques⁶⁹. Notons aussi que depuis fin juillet 2020, le gouvernement allemand essuie à nouveau de vives critiques de la part de l'Administration pour le manque de participation financière dans la défense transatlantique. Pour la sanctionner, l'armée américaine déménagera son quartier général vers la Belgique⁷⁰. Le

⁶³ VAN HAM, op. cit., p. 13

⁶⁴ Ibidem ; LA DEFENSE, *Les Américains entreposent à nouveau du matériel militaire en Belgique* [en html], par Stijn Verboven, <https://www.mil.be/fr/article/les-americains-entreposent-nouveau-du-materiel-militaire-en-belgique> (30/07/2020)

⁶⁵ REUTERS, *Hundreds of U.S. Marines land in Norway, irking Russia* [en html], par Nerijus Adomaitis, <https://www.reuters.com/article/us-norway-usa-military-idUSKBN1501CD> (30/07/2020)

⁶⁶ RTBF, *50.000 soldats rassemblés en Norvège: les plus grandes manœuvres de l'Otan depuis la Guerre froide* [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_50-000-soldats-rassemblees-en-norvege-les-plus-grandes-man-uvres-de-l-otan-depuis-la-guerre-froide?id=10053866 (30/07/2020)

⁶⁷ La base allait tomber sous la dénomination, non-officielle, de « Fort Trump », en l'honneur à Donald Trump.

⁶⁸ NOUVELLES DU MONDE, *Le projet américano-polonais de Fort Trump s'effondre* [en html], <https://www.nouvelles-du-monde.com/le-projet-americano-polonais-de-fort-trump-seffondre/> (30/07/2020)

⁶⁹ Ibidem.

⁷⁰ RTBF, *Le QG des forces américaines en Europe déménage en Belgique, 11.900 militaires quittent l'Allemagne* [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_11-900-militaires-americains-vont-demenager-d-allemande-dont-une-partie-vers-la-belgique?id=10551530c (03/08/2020)

nombre de militaires qui feront l'objet d'un redéploiement hors d'Allemagne a été revu à 12.000 effectifs. 5.600 seront déployés dans d'autres Etats membres de l'UE, dont la Pologne. 6.400 soldats seront rapatriés aux Etats-Unis⁷¹. Des experts dans le camp américain et européen doutent de la justification de cette décision. Reste à voir si cet affaiblissement servira efficacement les projets de défense de l'Alliance, si le cas devait s'y prêter. En tout cas, d'autres événements récents ont démontré que le sol allemand reste un atout stratégique pour les Etats-Unis. En janvier 2020, des missiles iraniens tirés sur la base Ain al-Assad en Irak avait fait 11 blessés dans le camp américain. Ils avaient pu être évacués vers le Centre Médical Régional de Landstuhl (LRMC). LRMC est le principal hôpital militaire américain en Europe, fondé en 1952. L'établissement devrait être remplacé par un nouvel hôpital d'ici 2024, le plus grand jamais construit en dehors des Etats-Unis. Les coûts de la construction sont pris en charge par Washington. 990 millions de dollars avaient été alloués par le Congrès^{72,73}.

2.2. Accords ADM, cybersécurité et énergie

2.2.1. INF, New START, JCPOA, OPCW

Au-delà de l'OTAN, la sécurité et la défense de l'Union dépend d'une série d'accords sur le contrôle d'armes conventionnelles et sur la non-prolifération d'armes de destructions massives. Début 2019, les Etats-Unis avaient annoncé leur retrait du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF)⁷⁴, sous prétexte que la Russie viole ses principes⁷⁵. La Russie s'était également retirée du traité le jour suivant l'annonce de Washington. Le Département de la défense des Etats-Unis évaluerait aussi la possibilité de déployer des missiles à portée intermédiaire en Asie-Pacifique pour contrecarrer les progrès technologiques de Pékin.

Il va sans dire que le spectre de l'effondrement de ce traité suscite de vives inquiétudes en Europe. Premièrement, des think tanks européens avaient fait part en février 2019 qu'il n'est pas improbable que les deux puissances nucléaires – France et Royaume Uni, abstraction faite du Brexit – entrent un jour en négociation avec Moscou en vue de conclure un nouvel accord. Puis, l'Administration semble cautionner l'idée d'une augmentation des

⁷¹ LE MONDE, *Les Etats-Unis annoncent le retrait de près de 12 000 soldats d'Allemagne* [en html], https://www.lemonde.fr/international/article/2020/07/29/les-etats-unis-annoncent-le-retrait-de-pres-de-12-000-soldats-d-allemande_6047639_3210.html (03/08/2020)

⁷² DEUTSCHLAND.DE, *Largest military hospital outside the US built in Weilerbach* [en html], par Nana Brink, <https://www.deutschland.de/en/germany-year-usa-20182019-new-us-military-hospital-in-weilerbach> (05/08/2020)

⁷³ PROVIDENCE MAG, *Is a Transatlantic Breakup Coming? Five Geopolitical Trends to Watch in 2020* [en html], par Mark Melton, <https://providencemag.com/2020/01/transatlantic-breakup-five-geopolitical-trends-2020-europe/> (05/08/2020)

⁷⁴ Ce traité, conclu en 1987 entre les Etats-Unis et l'ancienne Union Soviétique, bannit les missiles terrestres d'une portée entre 500 et 55.000 kilomètres.

⁷⁵ *The INF Treaty and European defence - Briefing*, Brussels : Parlement européen, 22 février 2019, p. 2

armes nucléaires, principe qui va à l'encontre de l'esprit de l'article VI du traité INF. Une multiplication du nombre d'armes porterait de surcroît un sérieux préjudice au Traité de non-prolifération (TNP). Christopher Ford, assistant spécialiste de la politique AMD de l'Administration, allègue que l'approche d'après-Guerre Froide qui tend vers un désarmement global est obsolète dans le contexte actuel de la sécurité internationale. Sous cette optique, l'idée que la *Nuclear Posture Review* (NPR) puisse un jour légitimer les armes nucléaires facile à l'emploi (mini-nukes) interpelle les Européens⁷⁶.

D'autres experts craignent que ce retrait compromette un autre traité, celui du New START qui expirera en 2021⁷⁷. Le New START spécifie les limites du nombre d'ogives dont disposent Moscou et Washington. Les Etats membres de l'Union souhaitent sa relance, en ce que cet accord relève de l'entente sur un désarmement mondial. Actuellement, les Etats-Unis et la Russie détiennent 95% des 15.000 armes nucléaires au monde⁷⁸. Un autre élément confirme l'ambition des Etats-Unis de s'affranchir des restrictions dans ce domaine : Donald Trump annonça le 26 avril 2019 devant la *National Rifle Association* (NRA) le retrait des États-Unis du Traité de l'ONU sur le commerce des armes - *Arms Trade Treaty*⁷⁹.

Quant au dossier nucléaire iranien, l'accord de Vienne⁸⁰ continue de susciter de grandes controverses dans la relation transatlantique. Signé en juillet 2015 suite à un long processus de négociations entre l'Iran et le groupe E3/UE+3, l'accord garantit les visées pacifiques du programme nucléaire iranien en échange de la levée des sanctions à l'égard de Téhéran⁸¹. L'administration Trump rejeta le plan en mai 2018 sous prétexte que l'Iran ne le respecte pas. Elle s'était ainsi mise à dos le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'UE et l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA)⁸². Trump envisage d'imposer des sanctions aux entreprises européennes qui poursuivent leurs activités sur le territoire iranien. Elles seraient d'ailleurs empêchées d'accéder au système bancaire et financier américain⁸³. John Bolton, en sa qualité d'ambassadeur, avait confirmé les dires du président dans les médias le même mois, précisant que cela « (...)dépendrait de l'attitude des gouvernements »⁸⁴. Il était persuadé que les alliés se rendraient compte de « (...)l'intérêt de se rallier au côté des

⁷⁶ VAN HAM, op. cit., p. 16

⁷⁷ FOREIGN POLICY, *The INF Treaty Is Dead. Is New START Next?* [en html], par Robbie Gramer, Lara Seligman, <https://foreignpolicy.com/2019/02/01/the-inf-treaty-is-dead-is-new-start-next-russia-arms/> (20/03/2019)

⁷⁸ VAN HAM, op. cit., p. 16

⁷⁹ LE MONDE, *Donald Trump « rejette » un traité de l'ONU visant à moraliser le commerce des armes* [en html], https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/26/donald-trump-rejette-un-traite-de-l-onu-visant-a-moraliser-le-commerce-des-armes_5455552_3210.html (30/07/2020)

⁸⁰ Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)

⁸¹ *Rapport sur l'état des relations entre l'Union européenne et les États-Unis*, op. cit., p. 2

⁸² VAN HAM, op. cit., p.15

⁸³ *Rapport sur l'état des relations entre l'Union européenne et les États-Unis*, op. cit., p. 2

⁸⁴ THE HILL, *Bolton: European nations 'will see that it's in their interests' to withdraw from Iran deal* [en html], par Brett Samuels, <https://thehill.com/homenews/sunday-talk-shows/387466-bolton-european-nations-will-see-that-its-in-their-interests-to> (30/07/2020)

Etats-Unis »⁸⁵, bien que beaucoup d'entreprises européennes aient signé des contrats de plusieurs milliards de dollars en Iran. Lors de la Conférence de février 2019 sur la paix et la sécurité au Moyen-Orient, coorganisée par la Pologne, les arguments de Mike Pence s'alignaient avec ceux de Bolton un an auparavant : « (...)le temps est venu pour nos partenaires européens de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien et de se joindre à nous, alors que nous exerçons une pression économique et diplomatique nécessaire pour donner au peuple iranien, à la région et au monde la paix, la sécurité et la liberté qu'ils méritent »⁸⁶.

Outre les positions divergentes exposées ci-dessus, les Etats-Unis et la plupart des Etats membres de l'UE s'accordent sur un autre dossier, malgré certains écarts. Au sein de l'*Organisation sur l'interdiction des armes chimiques* (OPCW), ils font alliance contre la Russie dans le dossier du massacre de la Ghouta perpétré par le régime syrien en avril 2013⁸⁷. Très prochainement, il faudra décider de l'avenir de l'OPCW, attendu que toute arme chimique sera sensée être détruite d'ici 2023. Dans ce débat, les Etats-Unis et l'UE devront définir une position commune. La réticence croissante du gouvernement américain à l'égard du multilatéralisme pourrait très bien conduire à une réduction de budget, en cas de réélection de Donald Trump. La plupart des Etats européens, en revanche, soulignent la nécessité de développer l'expertise de cette organisation⁸⁸.

2.2.2. Cybersécurité

Tel que prescrit par la *National Cyber Strategy*⁸⁹, sous contrôle de Washington, l'Alliance a renforcé sa coopération dans le domaine de la cybersécurité. Dans l'ensemble, l'UE est relativement encline à adopter les normes et techniques élaborées par les entreprises américaines, à côté de ses propres normes de sécurité et de certification⁹⁰. Celles-ci prennent toute leur importance dans la course à la 5G. Cette technologie de dernière génération a la particularité d'accroître le transfert de données à une vitesse exponentielle - 10 à 100 fois plus vite que la 4G - et d'élargir la bande passante avec une latence très faible - de 50 millisecondes pour la 4G, à 1 ou 2 millisecondes pour la 5G⁹¹. Par ailleurs, le nœud du

⁸⁵ THE GUARDIAN, *US threatens European companies with sanctions after Iran deal pullout* [en html], par Jon Swaine, <https://www.theguardian.com/world/2018/may/13/us-sanctions-european-countries-iran-deal-donald-trump> (30/07/2020)

⁸⁶ L'OBS, *Pence demande aux alliés européens de se retirer de l'accord nucléaire sur l'Iran* [en html], <https://www.nouvelobs.com/monde/20190214.OBS0202/pence-demande-aux-allies-europeens-de-se-retirer-de-l-accord-nucleaire-sur-l-iran.html> (30/07/2020)

⁸⁷ VAN HAM, op. cit., p. 17

⁸⁸ Ibidem.

⁸⁹ *National Cyber Strategy*, Washington: The White House, U.S. GPO, 2018, p.3, pp. 24-26

⁹⁰ EURACTIV, *EU and US to strengthen cybersecurity cooperation* [en html], par Jorge Valero, <https://www.euractiv.com/section/cybersecurity/news/eu-and-us-to-strengthen-cybersecurity-cooperation/> (30/07/2020)

⁹¹ *Fifth-Generation (5G) Telecommunications Technologies: Issues for Congress*, Washington : Congressional Research Service Reports, Library of Congress, juin 2020, p. 6

problème réside dans sa capacité incomparable d'exfiltrer des données. Après le litige et le sauvetage inattendu en mai 2018 de l'entreprise ZTE, équipementier de télécommunications chinois, c'est au tour de l'entreprise Huawei - deux de ses filiales - d'être mise en accusation fin janvier 2019 pour vol de technologies cellulaires et viol des sanctions iraniennes⁹². Cela explique, entre autres, les efforts de coopération avec l'UE pour restreindre la technologie 5G développée par Huawei qui serait à la solde de Pékin. Le gouvernement américain s'évertue de convaincre les fournisseurs d'accès Internet dans les pays alliés de ne pas acquérir le matériel du constructeur chinois⁹³. De même, Washington avait averti de toute rupture des échanges de renseignements et d'informations, dès que des membres de l'Alliance songeaient à l'intégrer dans leurs infrastructures de communication et systèmes de défense nationaux⁹⁴. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, avait rappelé que l'implémentation des réseaux 5G est une question commerciale qui a inévitablement des répercussions sur la sécurité internationale.

La plupart des dirigeants de l'UE valident que la coopération dans le domaine de la cybersécurité est cruciale. La France avait durci l'accès à son marché national, mais si le gouvernement n'avait certes pas fait ouvertement référence au géant télécom asiatique, certaines entreprises françaises, comme Orange, avaient écarté le soutien de Huawei pour le développement des réseaux futurs en France. Également le gouvernement allemand projetterait d'exclure Huawei du marché 5G sur son territoire. Toutefois, la chancelière insiste sur l'indépendance de l'Allemagne dans l'élaboration des normes de sécurité. Fin 2018, Deutsche Telekom avait confirmé qu'elle réviserait sa stratégie d'achat sur fond de ces préoccupations « (...)liées aux entreprises chinoises, basées en Chine »⁹⁵. A l'occasion des négociations commerciales entre Bruxelles et Washington, le Commissaire européen chargé de l'Agenda numérique pour l'Europe et les représentants de la *National Institute of Standards and Technology* (NIST) avaient convenu de collaborer étroitement sur ces enjeux à partir du premier semestre de l'année 2019. De plus, la Commission européenne propose l'édification d'un réseau de centres spécialisés en cybersécurité à l'échelle régionale européenne. Cette initiative sera couverte par le prochain budget de l'Union pour la période 2021-2027⁹⁶.

⁹² RTBF.BE, *Les Etats-Unis inculpent deux filiales de Huawei de vol de technologies cellulaires* [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_les-etats-unis-inculpent-deux-filiales-de-huawei-de-vol-de-technologies-cellulaires?id=10131000 (30/07/2020)

⁹³ REUTERS, *U.S. asks allies to avoid Huawei's equipment -WSJ* [en html], par Bhanu Pratap, <https://www.reuters.com/article/usa-china-huawei/u-s-asks-allies-to-avoid-huaweis-equipment-wsj-idUSL2N1XX15P> (30/07/2020)

⁹⁴ LA LIBRE, *L'Otan s'inquiète des risques pour la sécurité des réseaux en 5G* [en html], <https://www.lalibre.be/actu/international/l-otan-s-inquiete-des-risques-pour-la-securite-des-reseaux-en-5g-5c8a71597b50a60724c1b848> (30/07/2020)

⁹⁵ EURACTIV, *Germany considers Huawei 5G ban amid global backlash against Chinese tech giant* [en html], par Samuel Stolton, <https://www.euractiv.com/section/cybersecurity/news/germany-considers-huawei-5g-ban-amid-global-backlash-against-chinese-tech-giant/> (30/07/2020)

⁹⁶ EURACTIV, *EU and US to strengthen cybersecurity cooperation*, op. cit.

2.2.3. Energies

Dans le secteur des énergies, la sécurité des alliés et des partenaires européens est une autre priorité, dite de long terme, pour le gouvernement américain. Nombreux observateurs sont d'avis que les Etats-Unis nourrissent un rapport d'oppositions, pas seulement avec Moscou, aussi au sein d'une Europe sous tension redevenue un terrain de jeu, cette fois de la guerre énergétique.

Le gouvernement américain s'est opposé à diverses reprises à la construction du gazoduc *Nord Stream 2*, notamment lors du 26^{ème} sommet de l'OTAN en juillet 2018⁹⁷. Malgré, l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, Berlin continue de partager des intérêts avec Moscou dans le développement de ce projet de 11 milliards de dollars, au risque d'accroître la dépendance de l'Europe à l'égard du gaz russe, selon Washington⁹⁸. L'Allemagne estime avoir besoin de davantage de gaz afin de réduire la place du charbon et de faciliter sa transition énergétique : plus de 50% du gaz consommé outre-Rhin vient de Russie⁹⁹. Pour Washington, la Russie cherche à cloisonner les Etats membres de l'UE dans un marché dont l'entreprise Gazprom, extension de l'Etat russe, garderait l'exclusivité¹⁰⁰. La Russie couvre environ un tiers des besoins européens en gaz. Elle ne souhaite pas d'options et ne propose pas de marché transparent. En vérité, *Nord Stream 2* s'apparente à un outil politique coercitif permettant d'accroître le levier d'influence du Kremlin en Occident. Coupée de l'Europe, l'Ukraine se verrait ôter ses recettes du transit du gaz. Sous un autre angle, les Etats-Unis s'opposeraient à ce projet pour s'assurer de la vente de gaz de schiste (GNL)¹⁰¹, dont ils détiennent le monopole. De cette manière ils évitent de dépendre des marchés

⁹⁷ « Le Nord Stream 2 est un gazoduc de 1.250 km qui reliera la Russie à l'Allemagne, via la mer Baltique. Il doit doubler le premier Nord Stream(...)et acheminer 55 milliards de mètres cubes supplémentaires de gaz russe vers l'Europe par an. Ce projet du groupe Gazprom de 9,5 milliards d'euros est financé à 50 % par cinq industriels européens (10 % chacun) : le français Engie, les Allemands Uniper (ex-EON) et Wintershall (BASF), l'anglo-néerlandais Shell et l'Autrichien OMV. » EURACTIV, *Avec son gazoduc Nord Stream II, la Russie divise les Européens* [en html], par Christelle Guibert, <https://www.euractiv.fr/section/energie/interview/avec-son-gazoduc-nord-stream-ii-la-russie-divise-les-europeens/> (30/07/2020)

⁹⁸ REUTERS, *Nord Stream 2 can be justified if Ukraine's interests safeguarded* [en html], par Gernot Heller, Paul Carrel, <https://www.reuters.com/article/us-germany-economy-altmaier/nord-stream-2-can-be-justified-if-ukraines-interests-safeguarded-idUSKBN1OFOCX> (30/07/2020)

⁹⁹ LA CROIX, *North Stream 2, le gazoduc qui divise les Européens et inquiète les Américains* [en html], par Jean-Claude Bourbon, <https://www.la-croix.com/Economie/Monde/North-Stream-2-gazoduc-divise-Europeens-inquiete-Americains-2019-02-14-1201002513> (30/07/2020)

¹⁰⁰ THE GLOBALIST, *Nordstream 2: How Germany Lets Down Europe* [en html], par Alan Riley, <https://www.theglobalist.com/germany-nordstream2-energy-security-european-union/> (30/07/2020)

¹⁰¹ Ibidem ; Il s'agit d'extraction de gaz liquide (GNL) par fracturation hydraulique. CONSOBLOGE, *La France importe du gaz de schiste américain... en toute discrétion !* [en, ligne], par Paul Malo, <https://www.consoglobe.com/france-importe-gaz-de-schiste-americain-cg> (30/07/2020)

fortement concurrentiels des hydrocarbures conventionnels, sachant que l'inondation de GNL américain a fait chuter le prix de deux tiers en 10 ans sur les marchés gaziers¹⁰².

L'Initiative des trois mers (ITM), en concurrence directe avec *Nord Stream 2*, démontre que le gaz de schiste, à l'instar du gaz russe, sert de levier diplomatique et nourrit la division au sein de l'UE. L'initiative, lancée conjointement en 2015 par la Pologne et la Croatie, est un forum de coopération entre les 12 Etats membres de l'UE situés autour de la mer Adriatique, la mer Baltique et la mer Noire¹⁰³. L'ITM vise à instaurer un dialogue Nord-Sud sur les enjeux de connectivité au sein de l'UE en matière numérique, de transport et énergétique¹⁰⁴. Elle permettrait à la Pologne de devenir une plateforme de redistribution de gaz américain en Europe de l'Est, mais également vers l'Ukraine et la Moldavie. L'Ukraine perdrait alors son rôle de transit vers l'Europe de l'Ouest, au grand dam de Moscou. Washington voit là une opportunité de dissocier l'UE du marché d'exportation de gaz russe. Ensuite, les orientations de l'ITM ne font pas l'unanimité entre les parties prenantes. D'une part, l'initiative contient des éléments d'un conflit de longue durée avec la Russie. D'autre part, elle se heurte aux intérêts énergétiques de l'Allemagne, comme en atteste *Nord Stream 2*¹⁰⁵. Plus généralement, si la production et l'exportation massive de GNL américain est une manne considérable pour les Etats-Unis, elle ralentit la transition progressive vers les énergies renouvelables¹⁰⁶.

Cela n'empêche pas que Washington s'en prennent à nouveau aux entreprises européennes impliquées dans *Nord Stream 2* en les menaçant de sanctions². Le ministre allemand des affaires étrangères, Heiko Maas, avait fait entendre lors de la Conférence *Global Ireland 2025* à Dublin en janvier 2019, que « (...)les questions ayant trait à la politique européenne commune de l'énergie doivent être débattues en Europe avant tout »¹⁰⁷. Suite à un compromis entre la Commission et le Parlement, en février 2019, la directive européenne sur le gaz avait été revue pour obtenir plus de transparence avec la Russie, et établir une réglementation sur le transit de gaz. D'un autre côté, si les Etats membres – notamment la

¹⁰² LES ECHOS, *Les Etats-Unis font s'effondrer le prix du gaz en inondant le marché mondial* [en html], par Vincent Collen, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/les-etats-unis-font-seffondrer-le-prix-du-gaz-en-inondant-le-marche-mondial-1164977> (30/07/2020)

¹⁰³ Autriche, Bulgarie, Croatie, Estonie, la Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie.

¹⁰⁴ COMMISSION EUROPEENNE, *Président Juncker au sommet de l'Initiative des Trois Mers* [en html], https://ec.europa.eu/commission/news/president-juncker-attends-three-seas-initiative-summit-2018-sep-18_fr (30/07/2020)

¹⁰⁵ Sa transition énergétique s'avère plus complexe, depuis sa sortie du nucléaire civil en 2011. AREION24NEWS, *L'Initiative des trois mers, un nouveau terrain d'affrontement majeur russo-américain* [en html], par Christophe-Alexandre Paillard, <https://www.areion24.news/2018/09/09/linitiative-des-trois-mers-un-nouveau-terrain-daffrontement-majeur-russo-americaain/> (30/07/2020)

¹⁰⁶ Pour beaucoup d'Etats membres, le GNL est une ressource transitoire, avant d'achever la transition énergétique. Le *Green Deal* implique que l'UE sera 'climatiquement' neutre d'ici 2050.

¹⁰⁷ REUTERS, *U.S. sanctions against Nord Stream 2 wrong solution: Germany's Maas* [en html], par Michael Nienaber, <https://www.reuters.com/article/us-germany-russia-pipeline/us-sanctions-against-nord-stream-2-wrong-solution-germanys-maas-idUSKCN1P42IH> (30/07/2020)

France et l'Allemagne - étaient parvenus à un accord entre eux quelques jours plus tôt, les enjeux pour les pays d'Europe de l'Est, comme la Pologne, la Lituanie et la Croatie, ne sont pas les mêmes¹⁰⁸. Pour ces Etats, le gaz américain est vital pour se défaire de la dépendance russe (cf. *supra*). Actuellement, une partie du gaz continue d'affluer via l'Ukraine et les travaux de *Nord Stream 2* se poursuivent sous la supervision du régulateur allemand. Pour satisfaire les exigences des Etats-Unis, Peter Altmaier, ministre allemand de l'économie, avait annoncé que son gouvernement ferait construire des terminaux méthaniers à moyen ou court terme¹⁰⁹. Entretemps, les sanctions américaines ont déjà ralenti la construction de *Nord Stream 2*, supposée s'achever en 2021.

Enfin, d'après la Commission européenne, le commerce de gaz avec les Etats-Unis a bel et bien renforcé la coopération transatlantique dans ce secteur, mais des experts sont d'avis que la crise du coronavirus pourrait affecter considérablement son commerce. Les politiques énergétiques et climatiques de l'UE et des Etats-Unis sont en fait sur deux voies idéologiques différentes : l'UE adhère au *Green Deal* européen, tandis que les Etats-Unis veulent préserver leur prédominance dans les énergies fossiles. Par contre, si le GNL fait l'objet de convoitises géopolitiques, son commerce dépend des mécanismes économiques de libre-marché que la pandémie risque de bouleverser. Le marché est déjà très saturé. Si la demande diminue, les réserves et capacités de liquéfaction à l'échelle mondiale resteront excédentaires, induisant des prix à la baisse. Par ailleurs, des importations plus substantielles vers l'Est asiatique, dès la reprise économique, contribueraient à instaurer en Europe une nouvelle ère de dépendance à l'égard du gaz russe¹¹⁰.

2.3. Politiques transatlantiques : alignement et divergences

2.3.1. Appel à un partage de valeurs

Gordon Sondland, l'Ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'UE, mentionnait dans son discours de l'*US Rentrée Event* de septembre 2019, que bien que les États-Unis et l'UE soient parfois en désaccord sur les tactiques, ils partagent les mêmes objectifs : « (...)améliorer notre sécurité mutuelle et la prospérité de notre peuple »¹¹¹. Le 7 février 2020, en visite à Washington, Josep Borrell, Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la sécurité, avait réaffirmé que « (...)le lien transatlantique entre les Européens et le peuple américain est essentiel à la sécurité et à la prospérité de la région transatlantique, et au-

¹⁰⁸ CLEANENERGYWIRE, *Coronavirus crisis highlights risks of U.S.-European LNG deals diplomacy* [en html], par Julian Wettengel, <https://www.cleanenergywire.org/news/coronavirus-crisis-highlights-risks-us-european-lng-deals-diplomacy> (30/07/2020)

¹⁰⁹ Ibidem.

¹¹⁰ CLEANENERGYWIRE, op. cit.

¹¹¹ *Ambassador Gordon Sondland's Opening Remarks at 2019 USEU Rentrée Event*, Brussels : U.S. Mission to the European Union, septembre 2019

delà »¹¹². La rencontre avec la présidente de la chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, fut l'occasion de réitérer l'importance d'une étroite collaboration pour relever les défis mondiaux. A toutes les réunions durant son séjour à Washington, le Haut représentant avait souligné « (...)l'importance d'un dialogue étroit et régulier entre l'UE et les États-Unis à des niveaux appropriés »¹¹³. Lors de son speech du 15 février 2020 à la Conférence de Munich sur la sécurité¹¹⁴, Pompeo avait insisté sur le but des États-Unis : « (...)galvaniser les investissements du secteur privé afin de protéger la liberté et la démocratie dans le monde »¹¹⁵. Le secrétaire d'Etat n'avait cessé de mettre en avant la supériorité, selon lui, des valeurs libérales de l'Occident sur le reste du monde : « (...)l'Occident ne définit pas un espace ou un morceau d'état réel. C'est n'importe quelle nation qui adopte un modèle de respect pour la liberté individuelle, la libre entreprise, la souveraineté nationale »¹¹⁶. Il rajouta que les nations libres qui respectent les droits fondamentaux sont à même, plus que dans tout autre modèle de société, « (...)de garantir la prospérité économique et la sécurité de leur peuple, qui a le droit de choisir de vivre comme il l'entend »¹¹⁷. Il évoqua les menaces des pratiques économiques et politiques russes, chinoises et iraniennes sur la liberté, l'intégrité territoriale dans certaines régions du monde, tout comme les enjeux de cybersécurité. En réaffirmant le *leadership* mondial des États-Unis, Pompeo avait insisté sur la défense transatlantique et la participation américaine au sein de l'OTAN¹¹⁸.

Si Washington et Bruxelles s'accordent idéologiquement sur ces valeurs, ils divergent dans la façon de les mettre en œuvre à l'échelle internationale. L'UE semble moins hostile par rapport à la Chine, même si une certaine prudence reste de mise. Par ailleurs, les États-Unis ont procédé à une réorientation stratégique au Moyen-Orient pour mieux affronter les défis que posent le régime chinois. Ce changement creuse cependant un peu plus la brèche dans la relation transatlantique, surtout en ce qui concerne le dossier nucléaire iranien (cf. *infra*).

2.3.2. Chine

Contrairement aux États-Unis, l'UE est plus ouverte par rapport au rôle de la Chine dans l'économie mondiale, mais cette volonté ne va pas sans vigilance. Les leaders européens ont enfin approuvé le Règlement sur le contrôle de placements - *Investment Screening Regulation* -, en avril 2019¹¹⁹. Seulement, ces efforts ne fournissent pas d'outils de

¹¹² EEAS, *United States: EU Foreign Policy Chief Josep Borrell concludes visit to Washington* [en html], https://eeas.europa.eu/delegations/united-states-america/74297/united-states-eu-foreign-policy-chief-josep-borrell-concludes-visit-washington_ko (30/07/2020)

¹¹³ Ibidem.

¹¹⁴ *Secretary Pompeo Remarks at the Munich Security Conference*, Brussels : U.S. Mission to the European Union, février 2020

¹¹⁵ Ibidem.

¹¹⁶ Ibidem.

¹¹⁷ *Secretary Pompeo Remarks at the Munich Security Conference*, op. cit.

¹¹⁸ Ibidem.

¹¹⁹ Il s'agit d'un mécanisme pour évaluer les investissements de capitaux opérés par des entreprises hors-UE.

protection comme FIRRMA - *U.S. Foreign Investment Risk Review Modernization Act* -, et CFIUS - *Committee on Foreign Investment in the United States*¹²⁰. Ici, la notion de souveraineté digitale de l'UE émerge dans un contexte où ses entreprises high-techs s'inquiètent d'une dépendance technologique, de type néocolonial, envers les entreprises américaines et chinoises. Par conséquent, l'économie de l'information et la concurrence technologique sont des enjeux cruciaux dans la relation transatlantique. Finalement, un rapprochement se dénote entre Washington et l'UE depuis que les valeurs de démocratie et de société ouverte sont menacées par les ambitions chinoises dans le domaine des technologies¹²¹. Le rapport d'octobre 2019 du Groupe de Coopération NIS¹²² accorde la plus haute importance aux « (...)menaces posées par des Etats, ou par des acteurs civils, soutenus par les Etats(...) »¹²³ pour le système 5G. Un exemple de leur coopération s'illustre par l'amorce d'une phase plus opérationnelle du Bouclier de protection des données - *EU-U.S. Privacy Shield Framework* -, depuis l'automne 2019¹²⁴.

La question aussi est de savoir si tous les pays européens accepteront ou non d'intégrer les équipements ultra compétitifs de Huawei dans leurs réseaux cellulaires nationaux. Ce choix déterminera l'équilibre des relations futures de l'UE avec Washington et Pékin. Le sommet UE-Chine du 22 juin 2020 par vidéoconférence permet de s'en faire une première impression. Les dirigeants européens avaient exprimé leurs profondes préoccupations sur la « (...)détérioration de la situation des droits de l'Homme en Chine »¹²⁵. Wang Lutong, ministre chinois des affaires étrangères, qualifia leurs propos « (...)d'accusations sans fondement »¹²⁶. Concernant la situation à Hong Kong, Pékin s'oppose à « (...)toute ingérence(...) »¹²⁷ dans cette affaire interne, précisa-t-il. Les dirigeants européens n'avaient pas non plus omis de faire part de leur mécontentement quant aux campagnes de désinformation et aux cyberattaques régulièrement conduites à partir du territoire chinois. Pour sa part, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, avait insisté que l'UE souhaite des engagements concrets de la part de Pékin « (...)sur les pratiques des entreprises d'État, la transparence sur les aides et les transferts de technologies forcés »¹²⁸. Lors d'un compte rendu du sommet sur la chaîne chinoise CCTV, le premier ministre Li Keqiang attesta que la Chine « (...)s'engage à créer un environnement commercial

¹²⁰ Andrès, ORTEGA, *The U.S.-China Race and the Fate of Transatlantic - Part 1: Tech, Values, and Competition*, CSIS - Center for Strategic and International Studies, Janvier 2020, p. 5

¹²¹ Ibid., p. 6, p. 2

¹²² Ce groupe a été mis en place après l'adoption en 2016 de la Directive européenne *Network and Information System Security* (NIS). La Directive propose des mesures légales afin d'améliorer la qualité de la cybersécurité dans l'ensemble de l'Union européenne.

¹²³ ORTEGA, op. cit., p. 8

¹²⁴ L'*EU-U.S. Privacy Shield Framework* est un mécanisme qui assure la protection des données personnelles de l'UE et de la Suisse, vers les Etats-Unis.

¹²⁵ L'EXPRESS, *L'UE et la Chine s'expliquent sur une relation difficile* [en html], par AFP, https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/un-sommet-ue-chine-partage-entre-deceptions-attentes-et-mises-en-garde_2128972.html (30/07/2020)

¹²⁶ Ibidem.

¹²⁷ Ibidem.

¹²⁸ Ibidem.

international axé sur le marché et fondé sur le droit pour les entreprises internationales »¹²⁹. Selon ce dernier, la législation de l'UE sur les investissements étrangers, les barrières à l'exportation vers la Chine et la prise de distance de l'Europe en général, freinent inexorablement cet élan.

En conclusion, malgré les attentes déçues, l'ouverture au dialogue reste de vigueur dans la relation sino-européenne. Les points de discorde expliquent pourquoi le sommet n'a pas abouti à une déclaration conjointe. Les dirigeants des deux camps espèrent qu'un accord sur la protection des investissements puisse voir le jour d'ici la fin de l'année 2020. Ursula von der Leyen avait rappelé que la Chine est à la fois un important partenaire commercial¹³⁰, un concurrent économique, d'une part, et un rival systémique, d'une autre part, démontrant ainsi toute la complexité de la relation. Dans tous les cas, suivant les mots de Thierry Breton, commissaire européen à l'Industrie, l'Europe ne sera pas le terrain d'affrontement entre les Etats-Unis et la Chine¹³¹.

2.3.3. Iran

Le 23 avril 2019, dans le cadre du conflit sur le programme nucléaire iranien (cf. *supra* – 2.2.1.), le président américain avait décidé de mettre la pression maximale sur l'Iran, déjà très affaibli économiquement par les sanctions imposées depuis 2018. Trump annonça unilatéralement la fin des dérogations accordées pour l'exportation limitée de son pétrole. Ces dérogations bénéficiaient à huit acteurs : l'Italie, la Grèce, la Turquie, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et Taïwan¹³². Plus tard, en janvier 2020, les Européens furent pris au dépourvu par la mort du général Qassem Soleimani, chef des Gardes de la Révolution Islamique, lors d'un raid aérien américain. Cette action, une fois de plus sans consulter les dirigeants de l'UE, est un nouvel élément attestant de l'indifférence de l'administration Trump envers les intérêts européens¹³³. En même temps, les Etats membres s'étaient inévitablement rapprochés de Washington, en raison du spectre d'une guerre commerciale encore plus ingérable avec les Etats-Unis : toujours en janvier, l'Allemagne, la France et le Royaume Uni adressèrent une lettre conjointe aux autorités iraniennes pour avoir enfreint le JCPOA, la cinquième fois consécutive. Cette action amorça le mécanisme de règlement des différends, mais au risque de compromettre tout l'accord.

Quelques mois plus tard, la survenance du COVID-19 accentua les dissensions sur l'Iran, touché de plein fouet, car les Etats-Unis exploitent délibérément la pandémie pour affaiblir le régime de Téhéran : de nouvelles sanctions américaines entravent le commerce

¹²⁹ L'EXPRESS, op. cit.

¹³⁰ En 2019, le commerce de biens s'évaluait à 1,5 milliard d'euros par jour. Ibidem.

¹³¹ L'EXPRESS, op. cit.

¹³² RTBF, "Pression maximale" sur l'Iran: Donald Trump met fin aux exemptions permettant l'achat de pétrole iranien [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_pression-maximale-sur-l-iran-donald-trump-met-fin-aux-exemptions-permettant-l-achat-de-petrole-iranien?id=10202209 (31/07/2020)

¹³³ Przemysław, OSIEWICZ, *The EU and the ongoing US-Iran crisis*, Middle East Institute, janvier 2020

d'appareils médicaux et de produits pharmaceutiques. Elles se rajoutent à une liste de mesures qui punissent une population iranienne exsangue, et non le gouvernement oppresseur. La campagne de pressions menée par le président Trump ne ferait que renforcer la résistance du régime iranien, tout en se mettant à dos la société civile. L'UE avait adopté l'approche inverse : elle s'engagea à verser 20 millions de dollars en aide humanitaire. Elle soutient la requête auprès du FMI de lui accorder un prêt de 5 milliards de dollars pour lutter contre la pandémie. L'UE promeut la formation d'une coalition au FMI avec des actionnaires asiatiques pour contrebalancer la position des Etats-Unis. Elle s'efforce d'entretenir le commerce avec l'Iran, mais l'opérationnalisation d'INSTEX¹³⁴ en janvier 2019 s'était avérée infructueuse, tout comme la loi de Blocage activée en juillet 2018¹³⁵.

2.3.4. Israël et le processus de paix

Les Etats-Unis et l'UE divergent également sur Israël et le processus de paix au Moyen-Orient, mais les Etats membres témoignent de plus de retenue dans ce dossier. En mars 2019, Donald Trump avait reconnu officiellement la souveraineté d'Israël comme un Etat à part entière, ignorant les résolutions 242 de 1967 et 497 de 1981 du Conseil de sécurité des Nations Unies. En juin 2019, Washington annonça le « deal ultime » dans le processus de paix entre Israël et la Palestine. L'accord allait contenir un ensemble de solutions pour dynamiser l'économie des Palestiniens et aborder les problèmes épineux des frontières et de Jérusalem. Malgré cela, l'accord s'écarte d'une solution à deux Etats, soutenue par les Administrations précédentes et par l'UE. Le camp palestinien est forcé à faire des concessions sans réelle réciprocité de la part d'Israël¹³⁶. Puis, le plan est accueilli de façon mitigée au sein de la communauté internationale. En février 2020, la Ligue Arabe le rejeta pour motif qu'il ne « (...)respecte pas les droits fondamentaux et les aspirations du peuple palestinien »¹³⁷. La cessation des Accords d'Oslo aurait des conséquences graves sur la gestion de l'eau et la coordination sécuritaire en Cisjordanie¹³⁸.

Dans le courant des deux dernières années, Washington a drastiquement réduit l'aide humanitaire à l'égard des Palestiniens, figeant le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

¹³⁴ L'*Instrument in Support of Trade Exchanges*, ou INSTEX, est un mécanisme financier basé sur le troc pour continuer à faire du commerce avec l'Iran et à contourner les sanctions américaines.

¹³⁵ Luigi, SCAZZIERI, *A troubled partnership The US and Europe in the Middle East*, Center For European Reform, p. 4

¹³⁶ SCAZZIERI, op. cit., pp. 5-6

¹³⁷ RTBF, *La ligue arabe rejette le plan Trump pour le Proche Orient* [en html], par Khaled Desouki, https://www.rtb.be/info/monde/detail_la-ligue-arabe-rejette-le-plan-trump-pour-le-proche-orient?id=10422552 (30/07/2020)

¹³⁸ L'ORIENT LE JOUR, *La Ligue arabe rejette officiellement le plan de paix américain* [en html], <https://www.lorientlejour.com/article/1204978/la-ligue-arabe-rejette-officiellement-le-plan-de-paix-americain.html> (30/07/2020)

Quant aux Etats membres de l'UE, pour l'essentiel, ceux-ci sont disposés à fournir du matériel et un soutien dit « rhétorique » aux Palestiniens, tant que cela ne compromette pas leurs relations politiques et économiques avec Israël. Plus spécifiquement, la politique étrangère de l'UE fait nettement moins allusion à la notion de 'distinction' entre Israël et des territoires occupés, comme pourtant prescrit par la Résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU. Mis à part cela, lors des élections d'avril 2019, Benyamin Netanyahou, entretemps réélu premier ministre, avait réitéré sa promesse d'annexer des parties de la Cisjordanie. Ces mesures, au cas où elles seraient soutenues par l'Administration, ne feront qu'attiser les divisions transatlantiques, d'une part, et les divisions au sein de l'UE, d'une autre part. Certains Etats membres seront tentés de reconnaître la 'politique de différenciation', tandis que d'autres considéreront l'annexion des territoires comme un retour légitime à une 'réalité préexistante'¹³⁹.

2.3.5. Syrie

Initialement, les politiques étrangères des Etats-Unis et de l'UE s'alignaient plus au moins sur le conflit syrien. Washington allait graduellement être moins impliqué en raison du manque d'intérêts et de l'évolution des négociations d'Astana qui se déroulaient en marge du processus de paix initié par l'ONU à Genève. En participant au sommet d'Istanbul en octobre 2018, la France et l'Allemagne se joignirent aux négociations auprès des trois acteurs principaux, à savoir, la Russie, l'Iran et la Turquie. Fin décembre 2018, l'administration Trump changea catégoriquement d'approche dans le conflit syrien. Le président américain décréta que l'Etat islamique (EI) était définitivement vaincu. L'armée américaine procéderait dès lors à un retrait des zones concernées. La véracité de l'annonce fut d'abord infirmée par James Mattis, secrétaire à la défense, et Brett McGurk, envoyé des Etats-Unis auprès de la coalition, avant de se résigner. La décision de retirer l'armée avait été catégoriquement désapprouvée par la plupart des démocrates et certains républicains, tels que les sénateurs Marco Rubio et Lindsey Graham. En juillet 2019, Trump accepta néanmoins de maintenir le déploiement de 400 soldats en Syrie dans un rôle de maintien de la paix, contre 200 soldats en février 2019, mais leur rôle reste peu clair, étant donné leur nombre insuffisant pour combattre les forces iraniennes, ou empêcher une résurgence de l'EI. En outre, la décision de réduire les forces armées américaines incita Ankara à élargir la zone tampon établie en Syrie et de débouter les Forces démocratiques syriennes (FDS), largement composées des Unités de protection du peuple kurde (YPG). Le départ de l'armée américaine ne permet pas à la France et au Royaume-Uni d'assurer des contingents d'une envergure suffisante, faute de moyens. Un autre élément de tensions concerne le sort de combattants extrémistes originaires de l'UE, capturés par les FDS. Les Etats-Unis exhortent les Etats membres de les expatrier et de les traduire en justice. La plupart rechignent, vu les

¹³⁹ SCAZZIERI, op. cit., p. 6

difficultés de les faire juger et les risques que fait peser leur libération sur la sécurité en Europe¹⁴⁰.

2.3.6. Lybie

L'approche de l'administration américaine pour la Lybie représente un autre défi pour la relation transatlantique. Sous la présidence de Barack Obama, l'Accord Politique Lybien de Skhirat négocié en décembre 2015 avait mis fin à la guerre civile libyenne. Il avait permis de mettre en place, en mars 2016, le Gouvernement Fayez el-Sarraj. Dans cet accord, les Etats-Unis et l'UE étaient unis pour soutenir le gouvernement dans la lutte contre Daech. Ils avaient aussi réussi à intégrer le commandant militaire Khalifa Haftar au sein du nouveau gouvernement, sans lui concéder trop de pouvoir. Lorsque le président Trump prit ses fonctions, il s'écarta du processus politique en cours. Son soutien pour Haftar a inévitablement encouragé ce dernier à lancer son offensive le 4 avril 2019 pour la reprise de Tripoli¹⁴¹, faisant près d'un millier de morts. Dès la reprise du conflit, le gouvernement américain s'était ouvertement opposé à une solution militaire. Mais Trump avait semé encore de sérieux doute en court-circuitant son secrétaire d'Etat. Lors de son entretien du 15 avril 2019, le président américain félicita le commandant de ses efforts dans la lutte contre le terrorisme. Les Etats-Unis déposèrent aussi leur veto contre une résolution du Conseil de sécurité rédigée par le Royaume-Uni, dans laquelle le commandant lybien faisait l'objet de cinglantes critiques pour le non-respect du droit international et des droits de l'homme¹⁴². Le 19 janvier 2020, Charles Michel avait réaffirmé à la Conférence de Berlin sur la Lybie que « (...)l'engagement de l'Union européenne pour la cessation immédiate des hostilités en Lybie et cela dans l'intérêt de la stabilité dans son voisinage immédiat »¹⁴³. Sans grande surprise, Mike Pompeo avait jugé « (...)nécessaire la fin de toutes les interventions étrangères »¹⁴⁴. Au cœur de l'attention à Berlin, les chefs d'Etat turc et russe sont ceux qui détiennent un rôle de première importance en Lybie¹⁴⁵. Le vide laissé par l'Europe et le retrait des Etats-Unis en général au Moyen-Orient aura contribué à étendre leur zone d'influence dans cette région.

¹⁴⁰ SCAZZIERI, op. cit., p. 7

¹⁴¹ D'après certaines sources, l'assaut avait été lancé par anticipation d'une conférence négociée avec l'ONU en vue de nouvelles élections.

¹⁴² SCAZZIERI, op. cit., pp. 7-8

¹⁴³ CONSEIL EUROPEEN, *Déclaration du Président du Conseil européen Charles Michel à la Conférence de Berlin* [en html], <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/01/19/statement-by-the-president-of-the-european-council-charles-michel-at-the-berlin-conference/> (30/07/2020)

¹⁴⁴ LA LIBRE, *Libye: la communauté internationale veut mettre fin aux ingérences étrangères* [en html], <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/libye-la-communaute-internationale-veut-mettre-fin-aux-ingerences-etrangeres-5e247777d8ad5830318a95d3> (30/07/2020)

¹⁴⁵ LE VIF, *Début d'un sommet international crucial pour tenter de pacifier la Lybie* [en html], https://www.levif.be/actualite/international/debut-d-un-sommet-international-crucial-pour-tenter-de-pacifier-la-libye/article-news-1241075.html?cookie_check=1589444762 (30/07/2020)

Il ne faudrait pas ignorer les limites des divergences entre les Etats-Unis et l'UE pour le reste du Moyen-Orient. Leurs politiques étrangères s'ajustent plus au moins pour le Liban, la Jordanie et l'Iraq. Excepté pour la Libye, les approches pour l'Afrique du Nord convergent jusque dans une certaine mesure. Puis, l'UE continuera de dénoncer les violations des droits de l'homme en Arabie Saoudite, même si, à l'instar des Etats-Unis, un relâchement sensible s'observe¹⁴⁶. Vu la proximité avec le Moyen-Orient et l'Afrique, les évolutions à l'échelle de ces deux régions ont davantage un impact direct sur l'UE que sur les Etats-Unis. La perspective d'une faible croissance économique, l'absence de bonne gouvernance, l'instabilité politique, les conflits violents, l'extrémisme et les migrations continueront de représenter des défis majeurs pour l'Europe dans les années à venir. Si l'implication des Etats-Unis au Moyen-Orient et sur le continent africain continue de diminuer, l'UE sera forcée de collaborer avec la Chine et la Russie, au bénéfice de leurs sphères d'influence. Dépendant de l'état des relations de Washington avec Moscou et Pékin, l'altération de leurs rapports pour sauvegarder les intérêts stratégiques de chacun ne fera que miner la relation transatlantique. Si le fossé entre les Etats-Unis et l'UE s'accroît, certains Etats membres seront tentés de se rapprocher des Etats-Unis sur des enjeux qui tiennent particulièrement à cœur les institutions de l'UE, au détriment de son unité politique.

CONCLUSION

La théorie des stratégies géoéconomiques hégémoniques, libéral-institutionnalistes et néo-mercantilistes apportent quelques éclaircissements sur la trajectoire de la relation transatlantique. Selon Mikael Wigell, les stratégies hégémoniques permettent à un Etat d'imposer son hégémonie à l'échelle internationale ou régionale par l'édification de projets communs, en coopération, sans indispensable contrainte sous son égide¹⁴⁷. Nous pouvons y voir un parallèle avec l'OTAN. A l'instar de l'OMC, sa création s'interprète par le besoin profond de préserver les intérêts des nations occidentales, et dans leur sillage, la stabilité internationale. Les stratégies hégémoniques permettent par ailleurs à l'hégémon de fournir des biens privés aux Etats voisins, ou encore, des biens publics régionaux¹⁴⁸. Elles s'appliquent aux Etats-Unis par le fait que leur *leadership* a pendant longtemps permis de couvrir en grande partie les coûts de la sécurité en Europe – investissements, financements en matériel et assistance, etc. Quant à la position des gouvernements successifs sur les accords ADM, la cybersécurité et les énergies, ici aussi l'approche hégémonique est prévalente : la puissance des Etats-Unis a toujours été indissociable d'une dominance techno-économique. Il ne faudrait certes pas omettre la présence d'éléments d'une stratégie libéral-institutionnelle. Ses préceptes dérivent du courant libéral, courant pour lequel les intérêts nationaux sont les mieux préservés par une recherche collective de la stabilité et de la croissance économique, dans

¹⁴⁶ SCAZZIERI, op. cit., p. 9

¹⁴⁷ WIGELL, op. cit., pp. 144-145

¹⁴⁸ Ibidem.

un cadre de coopération multilatérale. L'interdépendance et l'intégration économique sont les deux conditions essentielles à la prospérité et à la sécurité¹⁴⁹. Et effectivement, si la sécurité des Etats-Unis a toujours été garante de la stabilité internationale, elle est également dépendante de la prospérité, la stabilité et de la paix en Europe.

Seulement, l'Administration s'écarte de ces objectifs. D'abord, malgré une grande interdépendance, les litiges commerciaux entre les Etats-Unis et l'UE ont déstabilisé plus que jamais la relation transatlantique, ces trois dernières années. La reprise du bras de fer en avril 2019, suite à un cessez-le-feu à partir de l'été 2018, s'est suivie d'une vaine tentative européenne de négocier un accord commercial. Face à l'échec du dialogue, l'exaspération croissante des dirigeants européens s'explique également par le manque de temps : Washington allait rendre l'OMC inopérante dès fin 2019, réduisant les chances de trouver une issue sur une base légale acceptable. Aujourd'hui, les solutions restent en suspens. A l'instar de l'OMC, la remise en cause de la raison d'être même de l'OTAN, de l'INF, du New START et du JCPOA, etc., renvoie à une posture néomercantiliste. Ce type de stratégie, dont les caractéristiques se rattachent au courant du réalisme, répond plus strictement à des objectifs de développement économique de la nation. Les intérêts nationaux sont définis en termes de maximisation de la puissance économique. Wigell précise que sous cette acception de la *realpolitik*, l'environnement international est un lieu de compétition pour s'assurer la mainmise sur les marchés, les technologies et les ressources¹⁵⁰. Les modes de relations, comme le multilatéralisme sélectif¹⁵¹, restent subordonnés aux enjeux de sécurité économique, ce qui confirme d'ailleurs un des grands principes des relations internationales formulés par Hans Morgenthau, notamment que la sécurité de l'unité étatique justifie que les Etats, rationnels et prudents, sont les unités de base, souveraines et indépendantes des relations internationales¹⁵². Sous cet optique, le repli et le protectionnisme américain ne sont pas infondés. Cependant, le sens que donne l'administration Trump à la notion d'intérêt insère le monde dans un dilemme de sécurité qui, selon les tenants du libéralisme, bouleverserait l'équilibre à un point où la stabilité internationale ne peut pas être garantie durablement. Par contre, certains partisans du réalisme auront plutôt tendance à y voir une caractéristique de l'équilibre de la puissance qui assure la stabilité continue d'un ordre international complexe, en mutation. Ils pourraient argumenter qu'actuellement, l'absence d'un conflit militaire avec la Chine est signe du maintien du *statu quo*.

En tout état de cause, rajoutons que cela dépendra de la capacité à l'avenir de faire des choix mesurés, suffisamment éclairés, pour le préserver. D'autre part, il sera certes moins aisé de réfuter l'idée qu'en bousculant l'équilibre, l'Administration manque de protéger les intérêts de la population et de la nation, premier pilier de la NSS¹⁵³. Il n'est en effet pas vain

¹⁴⁹ WIGELL, op. cit., pp. 145-146

¹⁵⁰ Ibid., pp. 143-144

¹⁵¹ Ibidem.

¹⁵² Hans, MORGENTHAU, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, 5ème éd., New York: Knopf, 1973, p. 10

¹⁵³ *National security strategy 2017*, op. cit., pp. 7-14

de remarquer que les consommateurs et les petites entreprises américaines - pas seulement européennes -, sont les grands perdants : ils ne sont pas épargnés des conséquences de la guerre commerciale, contrairement aux entreprises chinoises qui savent comment en tirer profit. Concernant les questions de cybersécurité et énergétiques, elles sont plus sensibles, car davantage liées à des intérêts économiques. Nos cas d'études – Huawei, *Nord Stream 2* – confirment que les Etats-Unis veulent pérenniser leur position de domination sur les marchés mondiaux, ainsi que dans l'innovation des avantages technologiques. En évaluant la mise en œuvre de la politique étrangère américaine dans ces secteurs, nous suggérons que les enjeux de la cybersécurité, la main mise politique sur les marchés des technologies et des hydrocarbures nourrit un environnement de jeu à somme nulle. Ces actions servent à nouveau le développement économique de la nation américaine, au détriment des intérêts et de l'unité d'une UE qui voit d'un mauvais œil l'ingérence américaine dans ses affaires internes.

De ces réflexions, la tendance sera grande dans un premier temps de conclure à un glissement opéré par Washington, d'une approche hégémonique vers une posture néo-mercantiliste. Poussant le raisonnement, nous décelons plus spécifiquement une inadéquation entre des objectifs de nature hégémonique et des moyens propre à une approche néo-mercantiliste. Sous l'angle du concept de grande stratégie, l'ambiguïté qui en résulte n'est pas anodine. Hal Brands précise à ce titre que toute grande stratégie d'une nation associe les intérêts vitaux de l'Etat à ses actions dans le monde. En tant que structure et logique fondatrice d'une politique étrangère, elle renseigne sur l'exploitation rationnelle des moyens afin d'éviter tout excès. Pour ce faire, une grande stratégie indique comment définir l'équilibre entre les moyens et les objectifs à atteindre¹⁵⁴. Cette exigence doit aller de pair avec la connaissance, de la part des dirigeants, du noyau dur des intérêts en mettant en œuvre les moyens adéquats pour les défendre à court, moyen, ou long terme. Pour revenir sur l'administration Trump, la confusion entre les moyens et les objectifs rend compte d'une vision restreinte de la sécurité et des intérêts étatiques. Ce déséquilibre n'est pas sans lien non plus avec les divergences transatlantiques au Moyen-Orient, ou encore, en Afrique.

Dans ce cadre, il est opportun de soulever la question de l'impact de la politique étrangère des Etats-Unis sur une identité collective construite autour des valeurs, des normes et intérêts occidentaux historiquement partagés. Si, sous un angle constructiviste et cognitif, l'interprétation des interactions peut générer un sentiment de menace, où menacé et menaçant se constituent dans une relation d'opposition¹⁵⁵, aux yeux des Européens, l'identité occidentale se fragmente à mesure que l'Administration avance les intérêts américains devant ceux de l'Alliance. En conséquence, l'aspiration à l'hégémonie par une démarche néo-mercantiliste continuera d'affecter la légitimité du *leadership* américain, au bénéfice des sphères d'influence des acteurs dits révisionnistes – Chine et Russie. Enfin, si

¹⁵⁴ BRANDS, op. cit., pp. 3-5

¹⁵⁵ Pierre, BERTHELET, *Chaos international et sécurité globale : La sécurité en débats*, Paris : Éditions Publibook, 2014, p. 133

les relations de confiance au sein de l'Alliance et la cohésion européenne sont corrélatives à cette identité, elles s'inscrivent dans des rapports de puissance plus large. L'ébranlement de l'OTAN, le détricotage des accords ADM prépare un environnement géopolitique propice à une nouvelle course à l'armement entre Washington, Pékin et Moscou. La caducité de l'OMC est un premier verrou sauté, prélude de conflits plus dévastateurs si la prudence ne l'emporte pas à temps sur les passions.

BIBLIOGRAPHIE

Portails nationaux et publics : documents de sécurité, rapports, discours, articles

Etats-Unis

National Cyber Strategy, Washington: The White House, U.S. GPO, 2018, 29 p. [Disponible en ligne : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2018/09/National-Cyber-Strategy.pdf> - 30/07/2020]

National security strategy, Washington : United States Department of Defense, U.S. GPO, 2017, 56 p. [Disponible en ligne : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf> - 30/07/2020]

Fifth-Generation (5G) Telecommunications Technologies: Issues for Congress, Washington : Congressional Research Service Reports, Library of Congress, juin 2020, 32 p. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/misc/R45485.pdf> - 03/08/2020]

Transatlantic Relations in 2018, Washington : Congressional Research Service Reports, Library of Congress, 2018, 3 p. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/IN10847.pdf> - 30/07/2020]

Transatlantic Relations: U.S. Interests and Key Issues, Washington: Congressional Research Service Reports, Library of Congress, avril 2020, 36 p. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/R45745.pdf> - 29/07/2020]

U.S.-EU Trade and Economic Issues, Washington: Congressional Research Service Reports, Library of Congress, 2018, mise à jour août 2019, 2 p. [Disponible en ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/IF10931.pdf> - 29/07/2020]

Ambassador Gordon Sondland's Opening Remarks at 2019 USEU Rentrée Event, Brussels : U.S. Mission to the European Union, septembre 2019 [Disponible en ligne : <https://useu.usmission.gov/ambassador-gordon-sondlands-opening-remarks-at-2019-useu-rentree-event/> - 30/07/2020]

Remarks by Vice President Pence at the 2019 Munich Security Conference | Munich, Germany, Washington : The White House [Disponible en ligne : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-vice-president-pence-2019-munich-security-conference-munich-germany/> - 29/07/2020]

Secretary Pompeo Remarks at the Munich Security Conference, Brussels : U.S. Mission to the European Union, février 2020, [Disponible en ligne : <https://useu.usmission.gov/secretary-pompeo-remarks-at-the-munich-security-conference/> - 30/07/2020]

Statement by Ambassador Robert E. Lighthizer on Retaliatory Duties, Washington : USTR , juin 2018 [Disponible en ligne : <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2018/june/statement-ambassador-robert-e> - 29/07/2020]

Union européenne

COMMISSION EUROPENNE, *EU adopts rebalancing measures in reaction to US steel and aluminium tariffs - Press release* [en html] http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-4220_en.htm (30/07/2020)

COMMISSION EUROPEENNE, *Président Juncker au sommet de l'Initiative des Trois Mers* [en html], https://ec.europa.eu/commission/news/president-juncker-attends-three-seas-initiative-summit-2018-sep-18_fr (30/07/2020)

CONSEIL EUROPEEN, *Déclaration du Président du Conseil européen Charles Michel à la Conférence de Berlin* [en html], <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/01/19/statement-by-the-president-of-the-european-council-charles-michel-at-the-berlin-conference/> (30/07/2020)

Consequences of US trade policy on EU-US trade relations and the global trading system, Brussels : Policy Department, Directorate-General for External Policies, PE 603.882, novembre 2018, 52 p. [Disponible en ligne : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/603882/EXPO_STU\(2018\)603882_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/603882/EXPO_STU(2018)603882_EN.pdf) – 29/07/2020]

EEAS, *The United States and the EU - Trade and the Economy* [en html], https://eeas.europa.eu/delegations/united-states-america_en/27291/The%20United%20States%20and%20the%20EU (29/07/2020)

EEAS, *United States: EU Foreign Policy Chief Josep Borrell concludes visit to Washington* [en html], https://eeas.europa.eu/delegations/united-states-america/74297/united-states-eu-foreign-policy-chief-josep-borrell-concludes-visit-washington_ko (30/07/2020)

Liberalization of tariffs on industrial goods between the United States of America and the European Union: An economic analysis, Bruxelles : European Commission – DG Trade, février 2019, 14 p. [Disponible en ligne : http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2019/february/tradoc_157704.pdf

Rapport sur l'état des relations entre l'Union européenne et les États-Unis (Séance plénière), Bruxelles : Parlement européen, EPRS | Service de recherche du Parlement européen, septembre 2018, 2 p. [Disponible en ligne : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2018/625167/EPRS_ATA\(2018\)625167_FR.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2018/625167/EPRS_ATA(2018)625167_FR.pdf) - 29/07/2020]

The INF Treaty and European defence - Briefing, Brussels : Parlement européen, 22 février 2019, 5 p. [Disponible en ligne] : [http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI\(2019\)635532](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI(2019)635532) - 30/07/2020]

Allemagne, Belgique : articles

DEUTSCHLAND.DE, *Largest military hospital outside the US built in Weilerbach* [en html], par Nana Brink, <https://www.deutschland.de/en/germany-year-usa-20182019-new-us-military-hospital-in-weilerbach> (05/08/2020)

LA DEFENSE, *Les Américains entreposent à nouveau du matériel militaire en Belgique* [en html], par Stijn Verboven, <https://www.mil.be/fr/article/les-americains-entreposent-nouveau-du-materiel-militaire-en-belgique> (30/07/2020)

OMC, OTAN : Textes de lois

OMC, *Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT de 1947)* [en html], https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/gatt_ai_e/art21_e.pdf (29/07/2020)

OTAN, *Le Traité de l'Atlantique Nord* [en html], https://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_17120.htm (30/07/2020)

Centres de recherche, think tanks, instituts, fondations

Andrès, ORTEGA, *The U.S.-China Race and the Fate of Transatlantic - Part 1: Tech, Values, and Competition*, CSIS - Center for Strategic and International Studies, Janvier 2020, 15 p. [Disponible en ligne : <https://www.csis.org/analysis/us-china-race-and-fate-transatlantic-relations> - 30/07/2020]

Anthony, CORDESMAN, "The U.S., NATO, and the Defense of Europe: Underlying Trends", Working Draft, *Center for Strategic & International Studies*, juin, 2018, 60 p. [Disponible en ligne : <https://www.csis.org/analysis/us-nato-and-defense-europe-underlying-trends> - 30/07/2020]

Bettina, RUDLOFF, *Yes, He Can: Trump Provokes a Trade War* : Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP Comment, 2018/C 29, juillet 2018, 4 p. [Disponible en ligne : https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2018C29_rff.pdf - 30/07/2020]

David, WEMER, *Was the Trump-Juncker Meeting Really a Success?* : Atlantic Council, juillet 2018 [en html] <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/was-the-trump-juncker-meeting-really-a-success> (30/07/2020)

Elvire, FABRY, *A New Transatlantic Trade Agreement with the United States?* : Institut Montaigne [en html], <https://www.institutmontaigne.org/en/blog/new-transatlantic-trade-agreement-united-states> (29/07/2020)

Luigi, SCAZZIERI, *A troubled partnership The US and Europe in the Middle East*, Center For European Reform, 13 p. [Disponible en ligne : <https://www.cer.eu/publications/archive/policy-brief/2019/troubled-partnership-us-and-europe-middle-east>

Peter, VAN HAM, *Trump's Impact on European Security Policy Options in a Post-Western World*, Clingendael Report, janvier 2018, p. 12 [Disponible en ligne : <https://www.clingendael.org/publication/trumps-impact-european-security> - 30/07/2020]

Przemysław, OSIEWICZ, *The EU and the ongoing US-Iran crisis*, Middle East Institute, janvier 2020, [Disponible en ligne : <https://www.mei.edu/publications/eu-and-ongoing-us-iran-crisis> - 31/07/2020]

Journaux spécialisés

AREION24NEWS, *L'Initiative des trois mers, un nouveau terrain d'affrontement majeur russo-américain* [en html], par Christophe-Alexandre Paillard, <https://www.arenion24.news/2018/09/09/initiative-des-trois-mers-un-nouveau-terrain-daffrontement-majeur-russo-americaain/> (30/07/2020)

BUSINESS STANDARD, *Fed-up European Union eyes a tit-for-tat response to Trump's tariff tactics* [en html], par Jonathan Stearns, https://www.business-standard.com/article/international/fed-up-european-union-eyes-a-tit-for-tat-response-to-trump-s-tariff-tactics-119093000141_1.html (29/07/2020)

CHALLENGES, *Auto: l'énorme déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de l'UE* [en html], par Alain-Gabriel Verdevoye, https://www.challenges.fr/automobile/actu-auto/auto-un-enerme-deficit-des-etats-unis-vis-a-vis-de-l-ue_645082 (29/07/2020)

CLEANENERGYWIRE, *Coronavirus crisis highlights risks of U.S.-European LNG deals diplomacy* [en html], par Julian Wettengel, <https://www.cleanenergywire.org/news/coronavirus-crisis-highlights-risks-us-european-lng-deals-diplomacy> (30/07/2020)

CONSOBLOGE, *La France importe du gaz de schiste américain... en toute discrétion !* [en html], par Paul Malo, <https://www.consoglobe.com/france-importe-gaz-de-schiste-americaain-cg> (30/07/2020)

COURTHOUSE NEWS SERVICE, *US Wants End to EU 'Chlorine Chicken' Ban* [en html], par Alex Pigman, <https://www.courthousenews.com/us-wants-end-to-eu-chlorine-chicken-ban/> (29/07/2020)

EURACTIV, *Avec son gazoduc Nord Stream II, la Russie divise les Européens* [en html], par Christelle Guibert, <https://www.euractiv.fr/section/energie/interview/avec-son-gazoduc-nord-stream-ii-la-russie-divise-les-europeens/> (30/07/2020)

EURACTIV, *EU and US to strengthen cybersecurity cooperation* [en html], par Jorge Valero, <https://www.euractiv.com/section/cybersecurity/news/eu-and-us-to-strengthen-cybersecurity-cooperation/> (30/07/2020)

EURACTIV, *Germany considers Huawei 5G ban amid global backlash against Chinese tech giant* [en html], par Samuel Stolton, <https://www.euractiv.com/section/cybersecurity/news/germany-considers-huawei-5g-ban-amid-global-backlash-against-chinese-tech-giant/> (30/07/2020)

FOREIGN POLICY, *The INF Treaty Is Dead. Is New START Next?* [en html], par Robbie Gramer, Lara Seligman, <https://foreignpolicy.com/2019/02/01/the-inf-treaty-is-dead-is-new-start-next-russia-arms/> (20/03/2019)

REUTERS, *Hundreds of U.S. Marines land in Norway, irking Russia* [en html], par Nerijus Adomaitis, <https://www.reuters.com/article/us-norway-usa-military-idUSKBN1501CD> (30/07/2020)

REUTERS, *Nord Stream 2 can be justified if Ukraine's interests safeguarded* [en html], par Gernot Heller, Paul Carrel, <https://www.reuters.com/article/us-germany-economy-altmaier/nord-stream-2-can-be-justified-if-ukraines-interests-safeguarded-idUSKBN10F0CX> (30/07/2020)

REUTERS, *Timeline: Highlights of the 15-year Airbus, Boeing trade war* [en html], par Jonas Ekblom, <https://www.reuters.com/article/us-wto-aircraft-timeline/timeline-highlights-of-the-15-year-airbus-boeing-trade-war-idUSKBN1WH198> (29/07/2020)

REUTERS, *Trump policies unite allies against him at European security forum* [en html], par Robin Emmott, John Irish, <https://www.reuters.com/article/us-germany-security/trump-policies-unite-allies-against-him-at-european-security-forum-idUSKCN1Q60L0> (29/07/2020)

REUTERS, *U.S. asks allies to avoid Huawei's equipment -WSJ* [en html], par Bhanu Pratap, <https://www.reuters.com/article/usa-china-huawei/u-s-asks-allies-to-avoid-huaweis-equipment-wsj-idUSL2N1XX15P> (30/07/2020)

REUTERS, *U.S. sanctions against Nord Stream 2 wrong solution: Germany's Maas* [en html], par Michael Nienaber, <https://www.reuters.com/article/us-germany-russia-pipeline/us-sanctions-against-nord-stream-2-wrong-solution-germanys-maas-idUSKCN1P42IH> (30/07/2020)

THE GLOBALIST, *Nordstream 2: How Germany Lets Down Europe* [en html], par Alan Riley, <https://www.theglobalist.com/germany-nordstream2-energy-security-european-union/> (30/07/2020)

Ouvrages théoriques, revue scientifique

Pierre, BERTHELET, *Chaos international et sécurité globale : La sécurité en débats*, Paris : Éditions Publibook, 2014, 600 p.

Hal, BRANDS, *Promise and Pitfalls of Grand Strategy*, Carlisle : U.S. Army War College, Strategic Studies Institute, 2012, 79 p.

Hans, MORGENTHAU, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace, (1948)* 5ème éd., New York: Knopf, 1978, 650 p.

Mikael, WIGELL, "Conceptualizing regional powers' geoeconomic strategies: neo-imperialism, neo-mercantilism, hegemony, and liberal institutionalism", *Asia Europe Journal*, 14, 2016, pp. 135–151

Presse quotidienne

BBC, *EU approves new trade talks with US* [en html], par Andrew Walker, <https://www.bbc.com/news/business-47935831> (29/07/2020)

CAPITAL, *L'Europe saisira l'OMC si l'accord Chine - Etats-Unis est contraire à ses intérêts* [en html], <https://www.capital.fr/entreprises-marches/leurope-saisira-lomc-si-laccord-chine-etats-unis-est-contraire-a-ses-interets-1359976> (29/07/2020)

CNBC, *Trump: We are going to put a 25% tariff on every car from the European Union* [en html], par Mike Calia, <https://www.cnbc.com/2018/08/21/trump-us-to-put-a-25percent-tariff-on-every-car-from-european-union.html> (29/07/2020)

CNBC, *The US and EU are fighting over trade when they should be finding common cause* [en html], par Frederick Kempe, Président-Directeur général d'Atlantic Council, <https://www.cnbc.com/2019/07/12/us-and-eu-fight-over-trade-when-they-should-focus-on-counteracting-china.html> (29/07/2020)

DEUTSCHE WELLE, *Airbus-Boeing WTO dispute: What you need to know* [en html], par Ashutosh Pandey, <https://www.dw.com/en/airbus-boeing-wto-dispute-what-you-need-to-know/a-49442616> (29/07/2020)

EURONEWS, *Nouvelle manche commerciale entre l'UE et les USA* [en html], par Stefan Grobe, <https://fr.euronews.com/2019/11/04/nouvelle-manche-commerciale-entre-l-ue-et-les-usa> (29/07/2020)

FRANCEINFO, *Conséquences, réactions de l'UE... On vous explique les sanctions douanières américaines envers l'Union européenne* [en html], par Noémie Leclercq, https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/consequences-reactions-de-l-ue-on-vous-explique-les-sanctions-douanieres-americaines-envers-l-union-europeenne_3642965.html

L'EXPRESS, *L'UE et la Chine s'expliquent sur une relation difficile* [en html], par AFP, https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/un-sommet-ue-chine-partage-entre-deceptions-attentes-et-mises-en-garde_2128972.html (30/07/2020)

L'OBS, *Pence demande aux alliés européens de se retirer de l'accord nucléaire sur l'Iran* [en html], <https://www.nouvelobs.com/monde/20190214.OBS0202/pence-demande-aux-allies-europeens-de-se-retirer-de-l-accord-nucleaire-sur-l-iran.html> (30/07/2020)

L'ORIENT LE JOUR, *La Ligue arabe rejette officiellement le plan de paix américain* [en html], <https://www.lorientlejour.com/article/1204978/la-ligue-arabe-rejette-officiellement-le-plan-de-paix-americain.html> (30/07/2020)

LA CROIX, *North Stream 2, le gazoduc qui divise les Européens et inquiète les Américains* [en html], par Jean-Claude Bourbon, <https://www.la-croix.com/Economie/Monde/North-Stream-2-gazoduc-divise-Europeens-inquiete-Americains-2019-02-14-1201002513> (30/07/2020)

LA LIBRE, *Libye: la communauté internationale veut mettre fin aux ingérences étrangères* [en html], <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/libye-la-communaute-internationale-veut-mettre-fin-aux-ingerences-etrangeres-5e247777d8ad5830318a95d3> (30/07/2020)

LA LIBRE, *L'Otan s'inquiète des risques pour la sécurité des réseaux en 5G* [en html], <https://www.lalibre.be/actu/international/l-otan-s-inquiete-des-risques-pour-la-securite-des-reseaux-en-5g-5c8a71597b50a60724c1b848> (30/07/2020)

LE MONDE, *Au sommet de l'OTAN, le réquisitoire déplacé, brutal et maladroit de Donald Trump* [en html], https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/05/26/donald-trump-a-l-otan-brutal-et-maladroit_5134231_3232.html

LE MONDE, *Donald Trump « rejette » un traité de l'ONU visant à moraliser le commerce des armes* [en html], https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/26/donald-trump-rejette-un-traite-de-l-onu-visant-a-moraliser-le-commerce-des-armes_5455552_3210.html (30/07/2020)

LE MONDE, *Les Etats-Unis annoncent le retrait de près de 12 000 soldats d'Allemagne* [en html], https://www.lemonde.fr/international/article/2020/07/29/les-etats-unis-annoncent-le-retrait-de-pres-de-12-000-soldats-d-allemande_6047639_3210.html (03/08/2020)

LE VIF, *Début d'un sommet international crucial pour tenter de pacifier la Libye* [en html], https://www.levif.be/actualite/international/debut-d-un-sommet-international-crucial-pour-tenter-de-pacifier-la-libye/article-news-1241075.html?cookie_check=1589444762 (30/07/2020)

LES ECHOS, *Les Etats-Unis font s'effondrer le prix du gaz en inondant le marché mondial* [en html], par Vincent Collen, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/les-etats-unis-ont-seffondre-le-prix-du-gaz-en-inondant-le-marche-mondial-1164977> (30/07/2020)

NBC NEWS, *Pentagon goes into 'damage control' mode to reassure NATO allies* [en html], par Carol E. Lee, Courtney Kube, Geoff Bennett, <https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/pentagon-goes-damage-control-mode-reassure-nato-allies-n891096> (30/07/2020)

NOUVELLES DU MONDE, *Le projet américano-polonais de Fort Trump s'effondre* [en html], <https://www.nouvelles-du-monde.com/le-projet-americano-polonais-de-fort-trump-seffondre/> (30/07/2020)

PROVIDENCE MAG, *Is a Transatlantic Breakup Coming? Five Geopolitical Trends to Watch in 2020* [en html], par Mark Melton, <https://providencemag.com/2020/01/transatlantic-breakup-five-geopolitical-trends-2020-europe/> (05/08/2020)

RTBF, *"Pression maximale" sur l'Iran: Donald Trump met fin aux exemptions permettant l'achat de pétrole iranien* [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_pression-maximale-sur-l-iran-donald-trump-met-fin-aux-exemptions-permettant-l-achat-de-petrole-iranien?id=10202209 (31/07/2020)

RTBF, *50.000 soldats rassemblés en Norvège: les plus grandes manœuvres de l'Otan depuis la Guerre froide* [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_50-000-soldats-rassemblees-en-norvege-les-plus-grandes-man-uvres-de-l-otan-depuis-la-guerre-froide?id=10053866 (30/07/2020)

RTBF, *La ligue arabe rejette le plan Trump pour le Proche Orient* [en html], par Khaled Desouki https://www.rtf.be/info/monde/detail_la-ligue-arabe-rejette-le-plan-trump-pour-le-proche-orient?id=10422552 (30/07/2020)

RTBF, *Le QG des forces américaines en Europe déménage en Belgique, 11.900 militaires quittent l'Allemagne* [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_11-900-militaires-americains-vont-demenager-d-allemande-dont-une-partie-vers-la-belgique?id=10551530c (03/08/2020)

RTBF, *Les USA veulent la fin de l'interdiction du "poulet au chlore" dans l'UE* [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_les-usa-veulent-la-fin-de-l-interdiction-du-poulet-au-chlore-dans-l-ue?id=10417969 (29/07/2020)

RTBF.BE, *Les Etats-Unis inculpent deux filiales de Huawei de vol de technologies cellulaires* [en html], https://www.rtf.be/info/monde/detail_les-etats-unis-inculpent-deux-filiales-de-huawei-de-vol-de-technologies-cellulaires?id=10131000 (30/07/2020)

SUDINFO, *Une taxe de 25% plus cher: la menace de Donald Trump sur les voitures européennes* [en html], <https://www.sudinfo.be/id163113/article/2020-01-22/une-taxe-de-25-plus-cher-la-menace-de-donald-trump-sur-les-voitures-europeennes> (29/07/2020)

THE GUARDIAN, *US threatens European companies with sanctions after Iran deal pullout* [en html], par Jon Swaine, <https://www.theguardian.com/world/2018/may/13/us-sanctions-european-countries-iran-deal-donald-trump> (30/07/2020)

THE HILL, *Bolton: European nations 'will see that it's in their interests' to withdraw from Iran deal* [en html], par Brett Samuels, <https://thehill.com/homenews/sunday-talk-shows/387466-bolton-european-nations-will-see-that-its-in-their-interests-to> (30/07/2020)

TOUTE L'EUROPE, *Taxe Gafa : Le ton monte entre l'UE et les Etats-Unis* [en html], par Léo Lictévout, <https://www.touteurope.eu/actualite/revue-de-presse-taxe-gafa-le-ton-monte-entre-l-ue-et-les-etats-unis.html> (29/07/2020)



Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.

UCL
**Université
catholique
de Louvain**
